



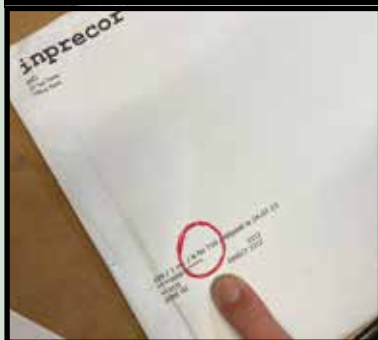
ESPOIRS ET DÉFIS SYRIE

- La gauche moderne doit changer fondamentalement d'approche en matière de politique technologique ●
- Corée du Sud : l'échec du coup d'État

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France
Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : redaction@inprecor.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

Éditorial

Antoine Larrache

Agir pour passer du chaos à l'espérance 3

Syrie

Joseph Daher

« Il y beaucoup d'espoirs et de nombreux défis à saisir dans la situation » 4

Mounif Mulhem

« La joie se mêle à la prudence et à la peur » 7

Corée du Sud

Choo Chon Kai

En 6 heures, le pouvoir populaire a mis en échec la tentative de coup d'État 9

Won Youngsu

Les raisons de l'auto-coup d'État manqué du président Yoon 11

Won Youngsu

Face à la révolte d'un million de personnes, le parti au pouvoir sabote la destitution de Yoon 12

Won Youngsu

La destitution de Yoon est une victoire pour le pouvoir populaire 13

Argentine

Nicolas Menna

Entre l'effroi et la folie – L'Argentine à l'heure de Milei 14

Allemagne

Isidro López

La voiture du peuple, le rapport Draghi et l'implosion de l'Allemagne 18

Question nationale - "régionalisme"

Jose Ignacio García

Le malaise andalou. Une approche de la question nationale andalouse. 21

Stratégie

Frederick Thon Angeles, Manuel Rodríguez Banchs, Jorge Lefevre Tavárez

Le « monde multipolaire » : un euphémisme pour soutenir les multiples impérialismes 25

Technologies

Ilias Akhmedov

La gauche moderne doit changer fondamentalement d'approche en matière de politique technologique 28

École écosocialiste

Alex de Jong

Un espace internationaliste de discussion et de formation 36

Vos livres et revues, votre abonnement à inprecor sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens numéros



Les réseaux sociaux



Pour que inprecor puisse continuer, Faites le connaître ! Abonnez-vous !

Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois) 55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois) 71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois) 90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

Pour continuer, **inprecor** a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser **inprecor** autour de vous !

Agir pour passer du chaos à l'espérance

Par
Antoine Larrache

Depuis quelques semaines, le monde est soumis à des bouleversements impressionnants. Pour l'instant, nous sommes ballotés, mais l'intervention consciente des exploités et des opprimés est peut-être devant nous.

Le 5 novembre, aux États-Unis, les Démocrates subissaient, face à Trump, une défaite cuisante, produit de leur incapacité à n'être, ne serait-ce qu'un tout petit peu, les porte-voix des classes populaires. Le 3 décembre, le président sud-coréen Yoon, affaibli par le résultat très défavorable des élections d'avril, tentait un coup d'État, mis en échec par la mobilisation d'un million de personnes et des tentatives de grève générale. Le 8 décembre, le pouvoir soi-disant éternel de Bachar el-Assad s'écroulait sous les coups d'une rébellion de dix jours. Le 13 décembre, le gouvernement français de Michel Barnier est tombé après avoir été censuré par l'Assemblée nationale suite à l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution par le Premier ministre pour tenter de faire passer en force un budget qui n'obtenait pas de majorité parlementaire. Le 16 décembre, le chancelier allemand Olaf Scholz a perdu le vote de confiance des députés avec le score sans appel de 394 contre la confiance, 207 pour et 116 abstentions, ce qui conduira à des élections législatives anticipées en février prochain.

Le chaos capitaliste

Le tableau serait incomplet si on en excluait, d'une part, les milliers de morts dues aux inondations en Espagne fin octobre et les morts et destructions dues au cyclone Chido à Mayotte et, d'autre part, les centaines de milliers de morts dues à la guerre

menée par la Russie en Ukraine, et au génocide toujours en cours en Palestine dans un conflit qui a été étendu au Liban pendant plusieurs semaines. Et enfin le cortège de licenciements et de fermetures d'usines, en particulier dans l'automobile européenne, produits de la crise de surproduction et du déclin de l'Europe dans la concurrence inter-impérialiste mondiale.

Une impression de chaos se dégage, et il est parfois difficile de tirer des bilans positifs de nos combats, entre les défaites des mobilisations sur les retraites, les difficultés du mouvement de solidarité avec la Palestine, le fait que les échecs des autocrates en Corée et en Syrie ne produisent pas d'alternative socialiste, ou encore que l'extrême droite soit à l'offensive dans les pays occidentaux.

Faire renaître l'espoir

Mais à y regarder de plus près, des éléments positifs se dégagent : la chute du régime syrien est le résultat de l'incapacité de la Russie à mener de front la guerre en Ukraine et le soutien à Assad. Les déboires de Barnier et de Yoon sont bien le résultat des difficultés des capitalistes à maintenir leur domination dans le cadre de la crise du système. Mais gare : dès lors que le mouvement ouvrier n'est pas au rendez-vous, les forces réactionnaires avancent.

Il y a fort à parier que la crise en cours s'approfondira dans les prochains mois, dans toutes ses

dimensions : crise écologique, guerres, crise économique et sociale, crises politiques... La gauche sera testée : sera-t-elle capable d'organiser la colère des classes populaires et de construire des contre-offensives, ou se contentera-t-elle de critiquer les forces politiques bourgeoises et de déposer des motions ? Elle sombrera alors face aux forces opposées, celles de l'extrême droite. Trotsky pronostiquait à partir d'élections en France en 1934 : « Les déplacements qui se sont marqués n'ont pas pour nous d'importance en eux-mêmes, mais comme symptômes des changements qui se produisent dans la conscience des masses. Ils montrent que le centre petit-bourgeois a déjà commencé à fondre au profit des deux extrêmes. Cela signifie que ce qui subsiste du régime parlementaire va être de plus en plus rongé : les extrêmes vont grandir et les heurts entre eux approchent. Il n'est pas difficile de comprendre que c'est là un processus inévitable ». Il ne fait guère de doute que, dans une grande partie du monde, les dynamiques sont similaires et que l'actualité du slogan « écosocialisme ou barbarie » est chaque mois plus prégnante.

Les prochaines années testeront aussi les révolutionnaires dans leur capacité à se rendre utiles dans la construction des révoltes de masse, la bataille pour leur unité et pour poser la question du pouvoir. ■

Le 16 décembre 2024

Campagne d'abonnements

À l'heure où nous bouclons ce numéro, notre campagne d'abonnement a permis d'accueillir 83 nouvelles et nouveaux abonné-es. Notre objectif de 100 nouveaux abonnements pourraient donc être rempli le 31 décembre. N'hésitez pas à faire cadeau d'un abonnement. Le flashcode ci-contre permet d'imprimer une carte à glisser dans une enveloppe.

83/ 100



« Il y beaucoup d'espoirs et de nombreux défis à saisir dans la situation »

Les scènes de joie ont envahi la Syrie, après 54 ans de dictature de la dynastie Assad. Cette situation ouvre nécessairement une nouvelle ère, même si les dangers restent immenses.

Entretien avec
Joseph Daher

J'imagine que la situation actuelle représente un soulagement. Est-ce que tu peux nous expliquer comment la chute d'Assad a pu être aussi rapide ?

Il s'agit sans aucun doute d'un moment historique pour les Syriennes et les Syriens. Et pour les classes populaires de la région. Il faut se rappeler que Assad a bien sûr opprimé son peuple, mais que le régime syrien a également occupé le Liban, a tué et emprisonné de nombreux Palestiniens, sans oublier ses attaques sur le mouvement national palestinien en tant que tel. Donc c'est un moment historique. D'ailleurs, les scènes de joie à travers la Syrie, de la côte aux régions à majorité kurdes, à Damas, à Alep, de toutes les ethnicités et confessions, le montrent.

Les choses ont commencé avec une offensive militaire menée à partir du 27 novembre, par Hayat Tahrir al-Cham (Organisation de libération du Levant, HTS), une organisation salafiste jihadiste, et l'Armée nationale syrienne, qui agit comme un proxy de la Turquie. Cette offensive a conduit à la libération d'Alep, Hamah, Homs, où le régime a disparu. Cela a ensuite créé une autre dynamique, notamment dans les régions du Sud de la Syrie, où des groupes d'opposition armés, notamment, et la population plus généralement, localement, ont mis dehors les forces du régime.

Les forces du régime ont dû se retirer progressivement et, dans la nuit du 7 au

8 décembre, a eu lieu la chute du régime. On a pu voir dans les deux derniers jours un soulèvement populaire un peu partout, à chaque fois que le régime se retirait : les gens sortaient dans les rues pour s'attaquer aux symboles du régime Assad, ses portraits, ses statues. Et d'ailleurs, les scènes de joie, tous ces gens qu'on voit sortir, ne sont pas, dans leur grande majorité, contrôlés par les groupes armés.

Il y a donc deux dynamiques principales pour expliquer la chute de la dynastie Assad, qui était au pouvoir depuis 1970, donc 54 ans. Le premier est la faiblesse structurelle politique, militaire et économique du régime. Il ne disposait même plus d'une base populaire minimum, les soldats n'avaient aucune envie de se battre pour un régime qui les traitait mal : ils étaient mal payés, exerçaient dans de mauvaises conditions et, pour la grande majorité, était conscrits de force.

Le deuxième élément, peut-être le plus important, est la faiblesse des alliés principaux du régime, qui étaient le facteur principal ayant permis au régime de tenir jusqu'à aujourd'hui : la Russie et l'Iran, avec ses affiliés, notamment du Hezbollah, et d'autres milices. La Russie, qui est impliquée depuis 2022 dans une guerre impérialiste contre l'Ukraine, y avait transféré une partie de ses forces et ressources, notamment aériennes. Elle n'a donc pas eu l'implication qu'elle avait pu avoir dans le passé.

L'Iran et le Hezbollah sont fortement affaiblis par la guerre israélienne contre le Liban, et par les bombardements répétés contre leurs positions en Syrie, particulièrement accé-

« On connaissait la faiblesse structurelle du régime, mais on ne se rendait pas compte qu'elle était si grande, à tous les niveaux. »



Joseph Daher

Joseph Daher est militant de la IV^e Internationale. Il enseigne à l'Université de Lausanne, en Suisse, et est professeur affilié à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie. Il est l'auteur de *Le Hezbollah. Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse, 2019) ; *Syrie : le martyre d'une révolution* (Syllepse, 2022) ; *La question palestinienne et le marxisme* (La Brèche, 2024). Il est le fondateur du blog Syria Freedom Forever.

lérés depuis cette dernière année. Donc les alliés du régime, qui traitaient comme d'habitude tous les opposants et individus qui sortaient dans la rue comme des terroristes, étaient extrêmement affaiblis, et n'ont pas pu s'impliquer autant qu'ils le voulaient pour sauver ce régime.

Quelles sont les forces de la rébellion, et comment semble s'installer le nouveau régime ?

On est dans une phase de transition. Après la chute du régime, le chef du HTS, al-Jolani, a initialement échangé avec l'ex-Premier ministre Mohammed al-Jalali pour coordonner la transition du pouvoir, avant de nommer Mohammad al-Bachir chef du gouvernement transitoire chargé d'expédier les affaires courantes. Al-Bachir dirigeait

jusqu'à présent le GSS, le Gouvernement de salut syrien, qui gérait la province d'Idlib, contrôlée par HTS. Il assurera ses fonctions jusqu'au 1^{er} mars 2025 et dans l'attente du lancement du processus constitutionnel. Le reste des ministres sont aussi des hommes affiliés à HTS depuis 2017.

Ces éléments indiquent clairement que HTS souhaite procéder à une transition contrôlée du pouvoir, de préférence en consolidant son pouvoir sur de larges zones du territoire, tout en cherchant à apaiser les craintes étrangères, à établir des contacts avec les puissances régionales et internationales et d'être reconnu comme une force légitime avec laquelle il est possible de négocier.

HTS est, à bien des égards, une organisation de nature salafiste djihadiste, mais qui a connu une évolution durant ces dernières années : elle a rompu avec Al-Qaïda à partir de 2016. Elle s'inscrit dans un projet national, syrien, donc pas dans un cadre transnational. Elle a géré une partie du nord-ouest syrien de manière assez technocratique, avec un gouvernement qui organisait des services – même si les ONG et les Organisations internationales jouaient aussi un rôle très important – et a essayé de gagner en légitimité et en respectabilité ces dernières années auprès des acteurs locaux et surtout régionaux et internationaux.

Par exemple, son chef Abu Mohammad al-Jolani a déclaré, dans une interview auprès d'un journaliste américain en 2021, qu'il lutte contre Al-Qaïda et Daesh, qu'il serait prêt à lutter plus généralement contre le terrorisme, donc que son groupe ne constitue pas une menace pour les intérêts occidentaux. De même que, ces dernières années, on a pu voir un retour de populations issues de minorités religieuses dans le territoire sous contrôle de HTS, par exemple des chrétiens et des Druzes. De même, on voit, depuis la chute du régime et la conquête d'Alep, une volonté de gagner en respectabilité, en annonçant que c'est un gouvernement civil et une administration civile qui vont gérer Alep, en retirant prochainement les troupes militaires. Il publie des communiqués s'adressant à diverses minorités religieuses, ou aux Kurdes, pour dire qu'ils font partie du peuple syrien. Un autre communiqué a été adressé aux communautés alaouites, qui n'est pas aussi positif, puisque les décrivant comment ayant été utilisées comme un outil de répression contre le reste du peuple syrien, et sans garantie pour l'avenir.

Cela dit, il ne faut pas non plus romantiser cette organisation, il ne s'agit pas d'une organisation démocratique, loin de là, c'est une organisation réactionnaire, autoritaire. Encore jusqu'à récemment à Idlib, il y avait des manifestations populaires pour dénoncer sa gouvernance, sa pratique de la torture et les violations des droits humains. Tolérer les minorités religieuses ou ethniques et leur permettre de prier ne suffit pas. Le point clé, c'est de reconnaître leurs droits en tant que citoyen-nes égaux participant à la prise de décision sur l'avenir du pays.

Plus généralement, les déclarations du chef de HTS, Al-Jolani, selon lesquelles « les personnes qui craignent la gouvernance islamique en ont vu des applications incorrectes ou ne la comprennent pas correctement » ne sont absolument pas rassurantes, pour l'avenir démocratique, égal et social pour les Syriens et Syriennes. Il ne devrait y avoir aucune confiance dans ce groupe.

Un autre élément d'inquiétude est la politique économique de HTS. En effet ce dernier n'a pas d'alternative au système économique néolibéral, très probablement avec des réseaux d'affaires rassemblant des personnalités d'affaires nouvelles et anciennes, également connectées aux nouveaux dirigeants, similaires aux dynamiques et formes de capitalisme de copinage du précédent régime. Le nouveau gouvernement syrien a par exemple déclaré, par l'intermédiaire de Bassel Hamwi,

président de la Chambre de commerce de Damas, aux chefs d'entreprise qui se réunissaient avec lui, qu'il adopterait un modèle de libre marché et intégrerait le pays dans l'économie mondiale. Hamwi a été « élu » à ce poste en novembre 2024, quelques semaines avant la chute de la dynastie Assad. Il est également le président de la Fédération des Chambres de commerce syriennes. Des membres de l'ancien régime occupent toujours des postes importants. Ce système néolibéral économique mêlé d'autoritarisme entraînera des inégalités socio-économiques et un appauvrissement continu de la population syrienne, qui ont été l'une des principales causes du soulèvement populaire initial.

De même, l'Armée nationale syrienne est aussi un groupe armé perçu par beaucoup de Syriens et Syriennes comme des groupes de voyous, qui ont été accusés de corruption, de violation des droits humains et elle agit véritablement comme un proxy de la Turquie. Au côté de l'armée turque, elle a joué un rôle destructeur lors de l'occupation d'Afrin en 2018, qui a mené à un changement démographique avec le départ forcé de plus de 150 000 personnes, dont une grande majorité de Kurdes. D'ailleurs, on a pu voir, après le début de l'offensive, qu'elle a mené des offensives contre des villes ou des régions en majorité kurdes, en capturant la ville de Tal Rifaat et la région de Shahba dans le nord d'Alep, auparavant sous la gouvernance des FDS,



entraînant le déplacement forcé de plus de 150 000 civil-es et de nombreuses violations des droits humains contre les Kurdes, notamment des assassinats et des enlèvements. L'ANS a ensuite pris le contrôle, avec le soutien de l'armée turque, de la ville de Menbij, contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS). Donc on voit qu'ils servent l'agenda du régime turc, qui est de mettre fin au gouvernement autonome du Nord-Est de la Syrie, dominé par le PYD, parti frère du PKK, considéré comme une organisation terroriste en Turquie. Ils refusent toute forme d'autonomie de la population kurde.

Les groupes d'opposition armée du sud ont aussi joué un rôle dans la prise de Damas, notamment ceux de la région de Deraa. Il s'agit d'anciens de l'Armée syrienne libre qui avaient accepté des accords de réconciliation avec le régime. Dans la ville de Souweïda, ce sont plus des organisations locales, issues de la population druze, notamment le groupe armé des Hommes de la dignité.

Voilà la cartographie générale des groupes armés qui ont joué un rôle dans ces dix derniers jours.

Quels sont les dangers et, peut-être encore plus, les points d'appui dans la situation ? Qu'est-ce qu'on peut faire pour aider les forces kurdes ou d'autres forces démocratiques et sociales en Syrie ?

Il ne faut ni romantiser la situation, ni tomber dans une forme de défaitisme selon lequel il n'y aurait pas de possibilité à saisir dans la situation. Comme le dit un des slogans syriens, il n'y a pas d'éternité – expression qui était opposée à un slogan du régime disant qu'il allait rester pour l'éternité. Dans cette situation d'espoir, il y a beaucoup de défis, on ne va pas se le cacher, mais il y a une option à saisir, cette opportunité d'espace contradictoire qui existe aujourd'hui : le fait qu'aucune force armée ne peut totalement contrôler les régions qui étaient précédemment sous le contrôle du régime constitue une opportunité à saisir. Pour cela, il faudra reconstruire une société civile – pas dans le sens simplement d'ONG, mais des organisations démocratiques, sociales par en bas, comme les syndicats, les associations populaires locales, les organisations féministes, etc.

Mais il y a bien sûr des défis, les groupes comme Hayat Tahrir al-Cham et l'Armée nationale syrienne sont des organisations

autoritaires et réactionnaires qui, par leurs pratiques politiques, n'ont pas laissé d'espace démocratique pour permettre l'auto-organisation par en bas.

C'est le plus grand défi. Un autre défi est de faire face à la division qui s'intensifie malheureusement entre Arabes et Kurdes : les attaques de l'Armée nationale syrienne sont un danger pour le futur de la Syrie et pour la question kurde. Ces groupes menés par la Turquie sont une menace mortelle, pas simplement pour le projet autonome du Nord-Est de la Syrie, mais pour les populations kurdes. Ils menacent la diversité syrienne. Ce sont deux angles importants selon moi.

De l'étranger, notre tâche est d'aider les groupes démocratiques, progressistes syriens, qu'ils soient Arabes ou Kurdes, à s'auto-organiser, à faire face aux menaces, qu'elles soient locales, régionales ou internationales. Il faut comprendre que la volonté de la plupart des régimes régionaux ou internationaux est de maintenir une forme de stabilité autoritaire, de ne pas voir la volonté démocratique des Syrien-nes se réaliser. Dès lors, nous avons un rôle à jouer pour aider ces groupes démocratiques, progressistes, en relayant des informations et en les soutenant.

La situation permet une nouvelle ouverture pour ce qu'on a toujours considéré comme un processus révolutionnaire à long terme au niveau régional, avec des périodes de haut et de bas. On peut dire que la situation actuelle permet de rouvrir cette porte.

En Europe, sur la question de la migration, il faut toujours qu'on défende les droits de tou-tes les réfugié-es syriens et syriennes, sans exception, pour qu'ils décident : certains vont vouloir revenir mais beaucoup vont vouloir rester, car ils ont fait leur vie ici, leurs enfants sont nés ici, en Europe. Il faut donc défendre leur droit à rester et empêcher toute mesure qui pourrait être prise par des États européens pour les renvoyer par la force, et dénoncer les processus qui gèlent les demandes pour s'installer en Europe. Plus généralement il faut se battre pour l'expansion des droits des migrant-es à tous les niveaux.

Ce sont des tâches immédiates, de même que protéger le processus démocratique en Syrie, améliorer les conditions socio-économiques dans le pays, et dénoncer les menaces et attaques menées par la Turquie et des groupes de l'Armée nationale syrienne, ou autres, sur le Nord-Est, contre les populations Kurdes. Concernant le mouvement de solidarité

avec la Palestine, il faut dénoncer le rôle complice de nos classes dominantes qui soutiennent non seulement l'État raciste, de colonialisme de peuplement et d'apartheid qu'est Israël et sa guerre génocidaire contre les Palestinien-nes, mais aussi les attaques d'Israël contre la Syrie et d'autres pays de la région comme le Liban. Le mouvement doit faire pression sur ces classes dominantes pour qu'elles rompent toute relation politique, économique et militaire avec Tel-Aviv.

Toutes les forces régionales ou internationales à caractère impérialiste sont une menace pour les intérêts des Syriennes et des Syriens.

Dans le mouvement de solidarité avec la Palestine, beaucoup de gens se demandent si la chute d'Assad peut exercer une influence négative sur le combat des Palestinien-nes. Qu'est-ce que tu en penses ?

À ce sujet, cela fait longtemps que j'argumente sur le fait qu'on ne peut pas séparer la question de la Palestine et les dynamiques régionales de création d'un mouvement qui se bat pour l'émancipation des classes populaires de la région. Dans certaines sections du mouvement pour la Palestine, ce lien entre la région et la dynamique de la question nationale palestinienne est plutôt vu par en haut, avec des régimes qui seraient, soi-disant, résistants – on parle d'un « axe de résistance » – et ces courants pouvaient voir d'un mauvais œil la chute d'un régime comme celui de la Syrie, ou décriraient sa chute comme une suite du génocide à Gaza, de la guerre au Liban et, ensuite, du cessez-le-feu au Liban. Ils croient voir un complot américano-sioniste pour faire chuter un régime résistant. Ce n'est pas du tout le cas, comme j'ai pu l'expliquer auparavant, et surtout, cette vision enlève toute forme de rôle pour les Syriens et Syriennes dans leur volonté de faire chuter ce régime. Cela leur enlève toute forme de capacité d'action, on ignore le rôle des Syrien-nes.

Mais ce n'est pas simplement un problème moral, qui consiste à soutenir des dictatures mortelles, réactionnaires et autoritaires contre la volonté d'émancipation des classes populaires de la région, c'est aussi stratégiquement faux, parce que tous ces régimes ont toujours agi en fonction de leur propre intérêt politique et géopolitique et, en aucun cas, n'ont cherché la libération des Palestinien-nes. Le régime syrien a une histoire de répression des Palestinien-nes en Syrie, au Liban et d'attaques sur le mouve-

ment national palestinien. Des milliers de prisonniers politiques palestiniens étaient présents dans les geôles syriennes à la fin des années 80, sans parler du fait que depuis 2011, des milliers de Palestiniens ont souffert de la répression du régime syrien, et que le camp de Yarmouk, un des plus grands camps à l'extérieur de la Palestine, a été attaqué en premier lieu par le régime syrien avant que Daesh y entre. De plus, depuis le 7 Octobre, la Syrie n'a absolument rien fait pour aider les Palestiniens. De même, l'Iran cherche en premier lieu, à travers la question palestinienne, à avancer ses intérêts géopolitiques, à l'utiliser comme une carte dans les négociations avec les États-Unis, notamment sur la question nucléaire. Son principal allié dans la région, le Hezbollah, a davantage cherché à protéger ses intérêts et ceux de l'Iran qu'à jouer un rôle décisif pour les Palestiniens ou en allégeant leurs souffrances dans le génocide à Gaza.

Donc il est stratégiquement faux de croire que ces régimes pourraient jouer un rôle positif dans la libération des Palestiniens. C'est la libération des populations, des classes populaires régionales qui permettra de faire pression sur Israël, parce qu'il y a des intérêts communs entre les classes populaires palestiniennes et de la région. D'ailleurs, à chaque fois qu'on voit une libération des peuples, la question palestinienne revient au premier plan. Pour une fois, je suis d'accord avec l'ancien ministre des Affaires étrangères israélien, qui déclarait en 2011, à la suite de la chute de Mubarak : « la principale menace pour Israël, ce n'est pas l'Iran, c'est une Égypte démocratique ».

Et on pourrait étendre cette analyse à la possibilité d'une région démocratique. N'oublions pas que les gouvernements israéliens successifs étaient très contents de la présence d'Assad pendant 40 ans. Le Premier ministre israélien a notamment déclaré en 2018 qu'il préférerait le maintien du régime Assad tout en ajoutant que depuis 1974 « aucune attaque n'a eu lieu contre le Golan occupé ». L'armée d'occupation israélienne a d'ailleurs envahi la partie syrienne du mont Hermon, sur le plateau du Golan, afin d'empêcher les rebelles de s'emparer de la zone, mais surtout elle a détruit les principaux sites militaires en Syrie en menant plus de 400 frappes aériennes dans le pays, visant des batteries anti-aériennes, des aérodromes militaires, des sites de production d'armes, des avions de combat et des missiles, tandis que des

navires lance-missiles ont frappé les installations navales syriennes du port d'Al-Bayda et du port de Lattaquié dans le nord-ouest, où 15 navires de la marine syrienne étaient amarrés. Ces raids visent à détruire les capacités militaires de la Syrie afin d'empêcher toute utilisation potentielle contre Israël – et à envoyer un message politique clair selon lequel l'armée d'occupation israélienne peut provoquer une instabilité politique à tout moment dans le cas où le nouveau futur gouvernement adopterait une position hostile ou belliqueuse à son égard. En bref, Tel-Aviv veut s'assurer que tout nouveau

pouvoir à Damas se comporte comme le précédent à l'égard de ses intérêts. Donc le mouvement national et le mouvement de solidarité internationale avec la Palestine doivent prendre en considération les dynamiques régionales, mais toujours dans une perspective d'émancipation par en bas, de libération par en bas des peuples, et non être une antichambre pour le soutien à des régimes autoritaires réactionnaires. ■

Propos recueillis par Antoine Larrache le 9 décembre, texte relu et actualisé par l'auteur le 16 décembre 2024

« La joie se mêle à la prudence et à la peur »

Mounif Mulhem livre ses premières impressions sur les bouleversements en cours en Syrie.

Entretien avec
Mounif Mulhem

La chute du régime d'Assad a été accueillie avec joie et enthousiasme par la population syrienne, tout au long des dix jours qu'a duré l'offensive d'HTS et dans les villes conquises sur la route de Damas, comment expliques-tu cette lame de fond ?

Oui, le peuple syrien a accueilli la chute du régime Assad avec une grande joie. Ce régime a régné sur la Syrie pendant plus d'un demi-siècle avec une dictature inégalée. La dernière décennie de son règne s'est soldée par la destruction de personnes et de pierres, il a déplacé près de la moitié de sa population à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, a tué ou fait tuer plus d'un demi-million de ses habitants, et ce régime brutal a soumis une grande partie des citoyens à toutes sortes de tortures, d'humiliations, la pauvreté et la privation des éléments les plus élémentaires de la vie.

J'ai été arrêté avec quatre de mes frères et deux de mes belles-sœurs, et nous avons passé plus de la moitié des années de détention à l'époque d'Assad père.

Après la révolution, en 2011, le régime a pillé et brûlé notre maison (une vieille maison ancienne datant du premier quart

du siècle dernier), d'où nous avons été déplacés, et j'ai été arrêté, ainsi que de nombreux fils et filles de ma famille. Ce qui nous est arrivé est peut-être moins grave que ce qui est arrivé à des milliers de familles syriennes qui ont perdu leurs enfants en détention ou à cause de la



Mounif Mulhem

Mounif Mulhem vit à Damas. Militant du Parti de l'action communiste, il a été emprisonné pendant 17 ans dans l'épouvantable prison de Palmyre. Membre de la IV^e internationale, il n'a jamais renoncé à se battre contre la dictature et a été de nouveau arrêté pour quelques mois il y a cinq ans, mais par chance relâché.

violence du régime et des massacres qu'il a commis au cours du dernier demi-siècle de son règne. Quant à l'impression qu'il existe des partisans du régime, c'est vrai, mais ils ne dépassent pas 20 % du peuple syrien, et la plupart d'entre eux sont soit des propriétaires d'intérêts liés aux mafias du régime, soit des membres de minorités sectaires ou nationales dont la conscience a été ruinée par le régime et aidées par les forces islamiques armées parce que la révolution contre lui menace leur vie.

L'armée syrienne s'est effondrée tout de suite sans combattre, pourquoi ?

Dès les premiers jours de la révolution, l'armée a commencé à se désintégrer en faisant défection ou en fuyant, craignant pour leur vie dans un conflit dans lequel ils n'ont aucun intérêt. Fin 2018, la seule unité cohérente qui restait dans l'armée était la quatrième division sous le commandement de Maher al-Assad, qui comptait davantage sur le recrutement de *shabbiha* [mercenaires tueurs à gage recrutés par le régime] pour combattre que sur ses propres membres, qui étaient occupés à piller et à collecter des tributs aux points de contrôle. La Garde républicaine est chargée de protéger le palais présidentiel et ses annexes à Damas. Le reste de l'armée est essentiellement composé de nouvelles recrues et de milices iraniennes,

Hezbollah en tête. La plupart d'entre elles ont été repliées au Liban. D'une manière générale, leur moral à tous est devenu très bas en raison de la longueur de la guerre et du manque d'attention portée à la nourriture et aux armes. Cela a conduit à l'image que nous avons vue lors de l'avancée des factions militaires sous les auspices et avec le soutien de la Turquie.

Les médias occidentaux ne parlent que de HTS (Hayat Tahrir al-Cham) et ne mentionnent jamais l'Armée nationale syrienne, payée et armée par la Turquie, qui avance au Rojava en commettant des massacres. Quelle pourrait être l'influence de l'ANS dans le développement de la situation ?

Si la mission de HTS est de renverser le régime Assad, les factions militaires formées par la Turquie dans le nord à partir des factions militaires syriennes – se sont retirées de toutes les zones militaires qui faisaient face au régime – se sont fixées comme objectif d'affronter les forces kurdes, que la Turquie considère comme la plus grande menace à ses frontières. Par conséquent, je ne pense pas qu'elles joueront un rôle autre que celui qui leur a été assigné par la Turquie. Elles n'auront pas un grand rôle à jouer dans le destin de la prochaine Syrie, si ce n'est celui d'une force de pression turque sur les vrais vainqueurs en Syrie.

Al-Joulani se présente comme un homme qui a changé. Lui fais-tu confiance ainsi qu'au HTS pour le rétablissement d'une forme de démocratie en Syrie ?

Ni moi ni la plupart des Syrien-nes qui se sont réjoui-es de la chute du régime dans les mains d'al-Joulani ne font confiance aux discours et aux assurances qu'al-Joulani donne aux Syrien-nes. La joie qui a submergé les Syrien-nes avec la chute du régime Assad est accompagnée par la prudence et la peur pour la démocratie et les libertés retrouvées depuis le début de la révolution, en raison de la forte présence d'al-Joulani.

Certains chercheurs prétendent que tout ceci est la continuation de la révolution de 2011, pouvons-nous les croire ?

Depuis le début de la révolution, en particulier après la quatrième année de la révolution syrienne, de nombreux Syrien-nes considèrent les factions militaires salafistes jihadistes comme des forces contre-révolutionnaires, et les dernières années ont montré que la population du nord de la Syrie rejette les HTS. Les manifestations qui ont eu lieu cette année contre al-Joulani à Idlib et qui ont exigé sa chute en sont la preuve. ■

Propos recueillis le 11 décembre 2024 par Mireille Court

Des habitants se rassemblent à Menbij, dans le nord de la Syrie, pour célébrer la chute du gouvernement syrien, le 8 décembre 2024. © Ugur Yildirim, AP.



Corée du Sud : en 6 heures, le pouvoir populaire a mis en échec la tentative de coup d'État

Yoon Suk Yeol, le président sud-coréen de droite, a tenté d'imiter Park Chung-hee, Chun Doo-hwan, les dictateurs qui l'ont précédé, pour se maintenir au pouvoir en appliquant la loi martiale. Mais six heures ont suffi pour que le soulèvement résolu du peuple coréen le fasse échouer.

Par
Choo Chon Kai

Le 3 décembre, vers 22h30, dans un discours prononcé à Séoul et retransmis à la télévision dans tout le pays, Yoon a choqué les Sud-Coréens en déclarant la loi martiale. Yoon a invoqué comme prétexte la nécessité d'éradiquer les « forces antiétatiques », « favorables à la Corée du Nord », mais personne n'a cru à son excuse, même pas les dirigeants de son propre parti au pouvoir, car cette action était clairement une tentative désespérée de Yoon de s'accrocher à un pouvoir de plus en plus remis en cause.

C'est la première fois en 45 ans que la Corée du Sud déclare la loi martiale. Des militaires ont été déployés pour bloquer le bâtiment de l'Assemblée nationale (le parlement sud-coréen), des hélicoptères ont été déployés et des chars d'assaut ont occupé les rues de la capitale, Séoul.

Les autorités militaires, appliquant la loi martiale, ont ordonné l'interdiction de toutes les activités politiques, y compris les réunions de l'Assemblée nationale, les manifestations de rue, les grèves, etc. Tous les médias étaient également soumis au contrôle de la loi martiale. Cela n'a pas empêché les Sud-Coréennes de descendre dans les rues de Séoul pour protester contre la tentative de coup d'État du président.

Les forces armées ont fait irruption dans le bâtiment de l'Assemblée nationale et ont tenté de pénétrer dans la salle de conférence principale, mais elles en ont été empêchées par des parlementaires qui les ont aspergées en utilisant des extincteurs. Des Coréennes en colère se sont également rassemblés devant le bâtiment de l'Assemblée nationale pour défendre la démocratie. Devant l'entrée principale, une confrontation a éclaté entre les manifestant-es et les forces de sécurité.

Les Coréennes qui manifestaient dans les rues ont scandé des slogans tels que « Abolissez la loi martiale ! » et ont chanté la « March for the Beloved » (« la marche pour les bien-aimés »), une chanson de lutte démocratique née du soulèvement populaire de Gwangju (ancienne capitale de la province de la Jeolla du Sud) en 1980. Des manifestations ont également eu lieu à Gwangju, où de nombreux-ses Coréennes ne peuvent oublier les événements survenus il y a 44 ans.

“ Face à la crise de son propre pouvoir, Yoon Suk Yeol a montré son caractère dictatorial, anti-démocratique, par le biais de cette mesure légale irrationnelle et anti-démocratique ”

Renversé

Environ deux heures plus tard, à 1 h du matin, le 4 décembre, 190 des 300 membres du Parlement ont pu entrer dans la salle de conférence de l'Assemblée nationale et voter à l'unanimité l'abrogation de la loi martiale.

Tous les grands partis politiques, y compris le Parti du pouvoir populaire, actuellement au pouvoir et dont Yoon est



Choo Chon Kai

Choo Chon Kai est diplômé de l'Université Sains Malaysia (USM) en sciences chimiques. Étudiant, il a été suspendu pendant un semestre par l'USM pour s'être opposé à la loi sur la sécurité intérieure (ISA). Il a travaillé avec l'organisation de défense des droits de l'homme SUARAM en tant que coordinateur pour Penang (2002-2007). Il est l'un des six membres du PSM détenus en vertu de l'ordonnance d'urgence en 2011. Actuellement coordinateur du Bureau international du PSM et rédacteur en chef de *Socialis.net*. Publié par *socialis.net*, la publication en ligne du Parti socialiste malaisien. Traduit de l'anglais par A.L.

membre, se sont opposés à la loi martiale. Le chef du Parti du pouvoir populaire, Han Dong-hoon, a déclaré : « La déclaration de la loi martiale par le président de l'Assemblée nationale est une erreur. Nous l'arrêterons avec le peuple ».

Lee Jae-myung, le chef du Parti démocratique, le parti d'opposition centriste qui contrôle le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale, a appelé les Coréennes à se rassembler en grand nombre à l'Assemblée nationale.

La Confédération coréenne des syndicats (KCTU) a protesté contre les actions

Corée du Sud

antidémocratiques de Yoon. « La loi martiale est un outil utilisé par les gouvernements dictatoriaux de Park Chung-hee et de Chun Doo-hwan pour détruire la démocratie et les droits humains afin d'étendre leur pouvoir. C'est une mesure qui n'a pas été prise depuis 44 ans, depuis que notre société a atteint au moins un système démocratique formel », a déclaré la KCTU dans un communiqué publié peu après la proclamation de la loi martiale. « Face à la crise de son propre pouvoir, Yoon Suk Yeol a montré son caractère dictatorial, anti-démocratique, par le biais de cette mesure irrationnelle et anti-démocratique ».

« Le peuple ne pardonnera pas cela. Il se souvient du sort des régimes qui ont déclaré la loi martiale », a déclaré la KCTU. « Le peuple se souvient clairement de la fin des régimes qui ont trompé le peuple et porté atteinte à la démocratie. Le peuple ne pardonne jamais aux régimes qui oppriment le peuple et violent la démocratie ».

« Le régime de Yoon Suk Yeol a déclaré la fin de sa propre domination. La déclaration de la loi est en fait la proclamation de la fin du régime Yoon », a ajouté la KCTU. « Tous les citoyens et le peuple de ce pays, y compris la Confédération des syndicats coréens, déclareront la fin de Yoon Suk Yeol à travers cette loi martiale. C'est maintenant la fin de Yoon Suk Yeol ».

Face à la détermination des Sud-Coréens, dans tout le pays, à défendre la démocratie, Yoon a annoncé qu'il allait lever la loi martiale lors d'une autre émission télévisée, vers 4h30 du matin. Le cabinet a approuvé la



La Confédération coréenne des syndicats se rassemble devant le bâtiment de l'Assemblée nationale le 4 décembre pour déclarer une grève générale indéfinie jusqu'à la démission du président Yoon Suk Yeol. © @ekctu/X

motion de levée de la loi martiale peu de temps après, six heures seulement après sa déclaration initiale.

“ Face à la détermination des Sud-Coréens, dans tout le pays, à défendre la démocratie, Yoon a annoncé qu'il allait lever la loi martiale lors d'une autre émission télévisée, vers 4h30 du matin. ”

Démission !

Suite à l'annulation de la loi martiale, les voix réclamant la destitution du président Yoon se font de plus en plus fortes.

Le Parti démocrate a annoncé qu'il entamerait une procédure de mise en accusation de Yoon s'il refusait de démissionner. Après une réunion d'urgence à l'Assemblée nationale, les députés du Parti démocrate ont annoncé que la déclaration de la loi martiale violait la Constitution et

constituait un acte de trahison grave ainsi qu'une raison suffisante pour démettre Yoon de ses fonctions. Les partis d'opposition contrôlent 192 des 300 sièges de

l'Assemblée nationale. Ils ont donc besoin du soutien des parlementaires du parti au pouvoir pour obtenir un vote à la majorité des deux tiers en faveur de la procédure de destitution du président.

Yoon, homme politique de droite et conservateur, a été élu en 2022, avec un programme politique promettant une position plus ferme à l'égard de la Corée du Nord. Yoon était procureur général avant de se présenter à l'élection présidentielle. C'est lui qui a fait condamner Park Geun-hye, la présidente destituée en 2017 à la suite de manifestations publiques massives.

Yoon a remporté l'élection présidentielle de 2022 avec seulement 48,56 % des voix et une faible marge de moins de 250 000 voix. Le soutien à la présidence de Yoon a diminué depuis son arrivée au pouvoir, en raison de son incapacité à résoudre les problèmes économiques et d'un scandale impliquant sa femme.

La détermination du peuple à défendre la démocratie et à rejeter les régimes autoritaires a permis d'écraser la tentative de coup d'État de Yoon. Il s'agit d'une victoire cruciale pour le peuple contre un régime de plus en plus impopulaire, de droite et belliciste.

Il semble que le mouvement populaire continuera à faire pression pour renverser le régime de Yoon Suk Yeol afin d'éviter un nouveau coup d'État surprise. Si Yoon est renversé, il sera le deuxième président à subir un tel sort depuis que la Corée du Sud est devenue une démocratie formelle en 1987. Park Geun-hye, une femme politique de droite, fille du dictateur Park Chung-hee, a été évincée de la présidence de la Corée du Sud en 2017 après une vague massive de protestations populaires dans le pays.



Des personnes ont encerclé des policiers et des soldats envoyés pour imposer la loi martiale à l'Assemblée nationale. © Choi Hunkook

Le 4 décembre 2024

Les raisons de l'auto-coup d'État manqué du président Yoon

De nouveaux détails continuent d'émerger concernant les motivations du spectaculaire auto-coup d'État raté du président Yoon Suk Yeol le 3 décembre.

Par
Won Youngsu

Une première raison a été avancée le 6 décembre lorsque des images montrant le directeur adjoint de l'Agence centrale de renseignement coréenne (KCIA) conduisant ses troupes dans le siège de la Commission électorale nationale (NEC) au moment où Yoon déclarait la loi martiale ont été diffusées. Selon le ministre de la Défense de Yoon, Kim Yong-hyun, l'objectif de cette attaque était d'obtenir des preuves d'une fraude électorale supposée lors des élections générales d'avril. Le Parti du peuple (PPP) de Yoon a subi une lourde défaite lors de ces élections, son bloc parlementaire ayant été réduit à une minorité.

Des Youtubeurs d'extrême droite avaient fait circuler de fausses informations selon lesquelles la NEC aurait commis des fraudes. Bien qu'elles soient clairement fausses, il semble que Yoon, enfermé dans son idéologie d'extrême droite, et ses alliés conspirateurs aient cru ces *fake news* et s'en soient servi comme prétexte pour leur tentative d'auto-coup d'État. Bien que le complot ait des motivations, il n'en est pas moins insensé.

PPP : Évincer Yoon ou se suicider politiquement ?

Dans un discours à la nation prononcé le matin du 7 décembre, Yoon a déclaré qu'il souhaitait «*s'excuser sincèrement auprès des personnes qui ont été choquées*» par ses actions, ajoutant qu'il «*laisserait [au PPP] le soin de stabiliser la situation politique à l'avenir, y compris mon mandat*». Yoon a également exclu toute nouvelle tentative d'imposer la loi martiale. Après avoir exprimé

leur opposition à la destitution, certains dirigeants du PPP, en particulier Han Dong-hoon, ont changé de position le lendemain, probablement après avoir découvert qu'ils figuraient sur la liste des personnes à arrêter si l'auto-coup d'État réussissait.

Parmi les autres personnes figurant sur la liste d'arrestations, on trouve le dirigeant de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), des juges de la Cour suprême de justice, un journaliste anti-gouvernemental et un dirigeant d'une organisation de la société civile. Plusieurs hommes politiques figurent également sur la liste, notamment tous les dirigeants du Parlement, à l'exception du président de la Chambre des représentants, qui dirige la faction pro-Yoon au sein du PPP.

“*Les organisateurs de la manifestation s'attendent à ce que les rassemblements du 7 décembre fassent descendre environ 200 000 personnes dans les rues.*”

Han a brièvement rencontré Yoon dans l'après-midi du 6 décembre pour le pousser à démissionner, et deux autres dirigeants du PPP lui ont également rendu visite pour lui faire part de l'état d'esprit général du parti en faveur de sa démission. Mais aucun accord n'a été trouvé.

Han cherche maintenant à persuader les députés du PPP de soutenir la destitution. Jusqu'à présent, deux députés du PPP ont exprimé leur soutien à une telle démarche, mais au moins huit députés du PPP sont nécessaires pour obtenir le vote des deux tiers requis pour la destitution.

Entre-temps, les députés de l'opposition – qui ont rejeté les excuses de Yoon – et le personnel parlementaire restent à l'intérieur du Parlement, et n'ont pas l'intention de le quitter, au cas où Yoon tenterait à nouveau quelque chose. Le Parlement se réunira à nouveau le 7 décembre à 17 heures pour voir s'il est possible de réunir suffisamment de voix pour la destitution.

Won Youngsu

Won Youngsu est militant marxiste et chercheur en études du travail. Il est le directeur de Pnyx – Institut d'études marxistes en Corée – et coordinateur du Forum international en Corée du Sud. Nous publions ici trois articles publiés par *Links* dans cette période, traduits par Nath Coco.

Pour l'instant, rien n'est certain quant au sort de Yoon. Mais avec le gouvernement des États-Unis et les médias internationaux qui se joignent au chœur des critiques contre le comportement fou de Yoon, il semble que ses jours soient comptés. Reste à savoir jusqu'où le PPP est prêt à se suicider politiquement en continuant à soutenir Yoon.

Les citoyen-nes ont leur mot à dire

Environ 50 000 manifestant-es se sont rassemblé-es pour faire pression sur le PPP afin qu'il vote en faveur de la destitution. Les organisateurs de la manifestation s'attendent à ce que les rassemblements du 7 décembre – dont le coup d'envoi est prévu à 13h – fassent descendre environ 200 000 personnes dans les rues.

Les dirigeants de la KCTU ont déclaré une grève générale illimitée. La KCTU affirme qu'elle réunira quelque 200 000 travailleur-ses pour qu'ils se mettent en grève au niveau national, mais jusqu'à présent, la portée de son appel a été limitée. Une manifestation organisée hier par la KCTU devant le siège du PPP a mobilisé environ 500 personnes.

Plusieurs syndicats, comme celui des chemins de fer, ont profité de l'occasion pour se mettre en grève afin de faire valoir leurs propres revendications. Le syndicat coréen des travailleurs de la métallurgie (KMWU) a organisé une grève nationale de deux heures les 5 et 6 décembre, affirmant qu'au moins 70 000 travailleur-ses s'étaient mis en grève le premier jour. ■

Le 6 décembre 2024

Face à la révolte d'un million de personnes, le parti au pouvoir sabote la destitution de Yoon

Malgré l'échec de son auto-coup d'État du 3 décembre, le président Yoon Suk Yeol est resté à son poste après que les députés du Parti du pouvoir populaire (PPP), parti conservateur au pouvoir, ont boycotté un vote de destitution le 7 décembre. Cette décision a été prise bien qu'un million de personnes se soient rassemblées devant l'Assemblée pour une manifestation aux chandelles réclamant sa destitution.

Par
Won Youngsu

Pour qu'un vote de destitution aboutisse, il fallait qu'au moins huit des 108 députés du PPP votent en sa faveur. Finalement, seuls trois d'entre eux sont restés au parlement pour le vote. Mais en boycottant le vote, le PPP a commis un suicide politique. [...]

Han et sa faction anti-Yoon n'ont pas réussi à persuader les autres députés du PPP de soutenir la destitution. Au contraire, sous le prétexte de maintenir la stabilité politique, Han a opté pour le sabotage de la destitution. Les députés du PPP ont assisté à la session parlementaire pour voter contre l'ouverture d'une enquête spéciale sur l'épouse de Yoon, Kim Keon-hee. Bien que six députés du PPP aient voté pour, cela n'a pas été suffisant pour obtenir les 200 voix requises (le vote final a été de 198-102).

Les députés du PPP, dont Han, ont alors boycotté le vote de destitution en quittant la salle. L'ancien candidat à la présidence Ahn Cheol-soo et deux autres députés du PPP ont rompu les rangs et sont restés, mais là encore, ça n'a pas suffi pour atteindre la majorité des deux tiers requise.

Manifestation gigantesque

À l'extérieur du Parlement, des centaines de milliers de personnes ont commencé à se

1) « Corée du Sud : le Mouvement des chandelles, la procédure de destitution de la présidente et les enjeux prochains », Pierre Rousset, 21 décembre 2016, *Europe solidaire*.

rassembler à 15 h – deux heures avant le début de la séance de destitution – remplissant l'avenue devant le parlement et les rues avoisinantes.

La zone était tellement surpeuplée que les rames de métro ont évité la station du Parlement. Le froid n'a pas empêché les gens de marcher de toutes les directions jusqu'au Parlement, après être descendu une ou deux stations plus loin. Des vagues successives de personnes sont venues, avec des rassemblements distincts qui se sont dirigés vers la manifestation principale organisée par la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) et la Candlelight Coalition (1).

Avec un million de personnes entourant le parlement pour exiger la destitution immédiate de Yoon, il était devenu impossible de se déplacer dans quelque direction que ce soit. Il y avait tellement de gens qui utilisaient leur téléphone au même endroit que le signal s'est effondré.

La présence des jeunes était particulièrement visible. À la tombée de la nuit, les bâtons lumineux et les téléphones portables côtoyaient les bougies plus traditionnelles, créant une scène spectaculaire rappelant un grand concert de Korean pop. Cependant, pour l'instant, les espoirs des manifestant-es n'ont pas été satisfaits.

Après la destitution sabotée

Han et le Premier ministre Han Duck-soo ont tenu une conférence de presse commune le lendemain pour expliquer que si Yoon n'était pas destitué, ils prendraient



tous deux en charge la direction du gouvernement. Aucun calendrier n'a été proposé pour cette prétendue transition.

L'annonce a été sévèrement critiquée par les partis d'opposition, qui l'ont qualifiée de nouveau coup d'État et ont dénoncé les deux hommes comme étant complices du coup d'État. Les commentateurs ont fait remarquer qu'il n'était pas possible qu'une personne qui n'avait pas été élue dirige le gouvernement (le chef du parti et le Premier ministre étant tous deux nommés par le président). Tous se sont accordés à dire que la destitution était le seul moyen légitime de rétablir l'ordre constitutionnel.

Entre-temps, l'ancien ministre de la Défense Kim Yong-hyun a été arrêté, et la police a perquisitionné son bureau et sa résidence pour saisir des preuves relatives à l'auto-coup d'État. Il est presque certain que l'enquête visera ensuite Yoon.

La population reste méfiante par rapport aux enquêtes susceptibles d'être menées par la police ou le bureau du procureur, étant donné que la police a été mobilisée lors de l'éphémère loi martiale de Yoon et que le bureau du procureur est une base essentielle du soutien de Yoon. Mais l'illégitimité et l'illégalité de l'auto-coup d'État sont tellement évidentes que toute enquête devrait se dérouler rapidement. [...] ■

Le 9 décembre 2024

La destitution de Yoon est une victoire pour le pouvoir populaire

Par
Won Youngsu

En vagues successives, les manifestant-es sont arrivés à pied sur l'île de Yeouido à Séoul peu après midi le 14 décembre, les rames de métro étant à nouveau obligées de contourner la station locale pour éviter la surpopulation. Comme lors du rassemblement d'un million de personnes la semaine précédente, les manifestants portant des bougies ont encerclé le parlement pour voir si, cette fois, le président Yoon Suk Yeol serait destitué.

Vers 17h, leur demande a finalement été satisfaite lorsque 204 parlementaires ont voté en faveur de la destitution (85 contre, 3 abstentions et 8 votes nuls). À 19h24, une délégation parlementaire a remis le projet de loi de destitution au bureau présidentiel, suspendant ainsi officiellement la présidence de Yoon. La crise constitutionnelle ouverte par la tentative d'auto-coup d'État de Yoon, le 3 décembre, était ainsi terminée.

Une nouvelle démonstration de la volonté populaire

Avant la destitution, la situation politique était devenue de plus en plus tendue et des personnes en colère s'étaient rassemblées dans de nombreuses villes de Corée du Sud. Des membres de la diaspora coréenne ont également organisé des manifestations aux chandelles à Paris, Berlin, Londres, New York, Sydney, Melbourne et dans de nombreuses autres villes du monde.

Mais l'attention s'est portée sur les avenues et les boulevards autour du parlement, où un million de personnes se sont rassemblées après avoir défilé dans toutes les directions en criant «Président, démission !» et «Impeach Yoon Suk Yeol». Des bâtons lumineux colorés, des bougies, des banderoles, des billets de banque et des drapeaux dominaient la scène tandis que des centaines de bénévoles aidaient à maintenir l'ordre. Il y avait tellement de monde qu'il était extrêmement difficile de se déplacer.

Dans un magnifique moment de pouvoir populaire, des personnes de tous horizons – étudiant-es, syndicalistes, retraité-es, jeunes femmes – se sont rassemblées pour exiger la démission immédiate de Yoon et sa mise en accusation. Ayant obtenu gain de cause, ils sont rentrés chez eux heureux, le cœur rempli d'espoir, tandis que les manifestants plus jeunes sont restés sur place pour fêter l'événement jusque tard dans la nuit glaciale.

En revanche, un rassemblement beaucoup plus modeste de moins de 50 000 partisans de Yoon s'est tenu sur la place du Gwanghwamun. Exprimant leur colère face à la destitution, ils n'ont pu que rentrer chez eux avec un fort sentiment d'impuissance et de désespoir.

Une résistance de dernière minute

Après s'être excusé il y a quelques jours pour l'auto-coup d'État, Yoon a changé de ton et a cherché à le justifier en le qualifiant de légitime. Depuis le 3 décembre, il refuse obstinément de démissionner.

Au sein du parti au pouvoir, le People Power Party (PPP), les avis sont partagés sur la question de la destitution. Le chef du PPP, Han Dong-hoon, était favorable à la destitution, mais ses partisans étaient minoritaires au sein du parti. D'autre part, Kweon Seong-dong, le nouveau leader parlementaire pro-Yoon du PPP, voulait empêcher la destitution par tous les moyens possibles.

Le 7 décembre, le PPP a réussi à saboter la procédure de destitution en boycottant le vote au parlement. Lors du vote du 14 décembre, sept députés rebelles du PPP ont annoncé qu'ils allaient rompre les rangs, ce qui signifie qu'il ne restait plus qu'une seule voix pour la destitution.

Pour empêcher cela, le groupe parlementaire du PPP a tenu une assemblée d'urgence, qui s'est prolongée jusqu'à 16 h, heure à laquelle le parlement devait se réunir. Tout en maintenant sa position contre la destitution, le PPP a décidé cette fois de ne pas boycotter le vote.

Lorsque le vote a finalement eu lieu, 12 députés du PPP ont voté en faveur de la

destitution, tandis que plusieurs autres se sont abstenus ou ont voté nul dans ce que beaucoup ont considéré comme une protestation contre la politique officielle du PPP. Au final, 85 députés (principalement du PPP) ont refusé de respecter la volonté du peuple et ont préféré poursuivre leurs propres intérêts privés et partisans en votant contre la destitution.

Après la destitution de Yoon, les cinq membres du Conseil suprême du PPP ont démissionné, ce qui a entraîné la dissolution de la direction du parti et forcé Han à se retirer. Le PPP est clairement confronté à une crise majeure, voire mortelle, qui a révélé le vrai visage hideux du conservatisme réactionnaire de la Corée du Sud.

La lutte continue

Il aura fallu 11 jours fatidiques, depuis l'échec de l'auto-coup d'État de Yoon, pour qu'il soit mis en accusation. Le PPP a fait tout ce qu'il pouvait pour ignorer l'opinion publique et empêcher la destitution. Malgré les débats internes, la politique anti-impeachment du parti au pouvoir n'a jamais changé et, jusqu'à la fin, 85 députés d'extrême droite s'y sont résolument tenus.

Contrairement à son nom, le PPP a toujours refusé de se soumettre au pouvoir populaire, préférant commettre un lent suicide politique. Aujourd'hui encore, la faction pro-Yoon cherche à se venger des députés dissidents qui ont voté en faveur de la destitution.

Pour l'heure, l'attention se tourne vers la Cour constitutionnelle, qui mettra quelques mois à rendre un verdict définitif sur la destitution. Entre-temps, les citoyens resteront vigilants et suivront attentivement l'affaire, prêts à se mobiliser pour défendre la démocratie et leur victoire dans la révolution des chandelles de 2024.

L'auto-coup d'État de Yoon a montré la faiblesse inhérente de la démocratie institutionnelle sud-coréenne. Dans le même temps, sa destitution a démontré la forte résilience de la démocratie populaire, au niveau national et international. ■

Le 15 décembre 2024

Entre l'effroi et la folie L'Argentine à l'heure de Milei

« Entre l'effroi et la tendresse, l'heure matinale, l'homme travaille, dans la folie, pour demain, pour demain. »
— Silvio Rodríguez

Nous assistons probablement à une crise organique du capital à l'échelle mondiale. Le système impérialiste d'après-guerre, vainqueur de la guerre froide, se trouve aujourd'hui fragilisé et contesté dans de nombreuses régions du monde. L'émergence de courants d'extrême droite qui soutiennent le néolibéralisme et son ethos autoritaire s'installe dans les pays du noyau impérialiste et, avec des déclinaisons différentes, dans des pays de la périphérie ou de la semi-périphérie, comme le Brésil et l'Argentine de Milei.

Le gouvernement de Javier Milei a mis en œuvre une série de mesures qui ont profondément transformé l'économie argentine, avec le démantèlement du secteur public, la dérégulation des marchés pour favoriser les grandes entreprises et les investisseurs étrangers, la dévaluation de la monnaie en vue d'une éventuelle dollarisation, et la promotion d'un capitalisme sans restrictions comme solution à la crise économique. Ces initiatives incluent des réductions drastiques des subventions à l'énergie et aux transports, des licenciements massifs dans le secteur public, le gel des projets d'infrastructure et le plafonnement des salaires et des retraites en dessous du niveau de l'inflation.

Les effets de ces politiques ne se sont pas fait attendre. En 2024, l'économie argentine a enregistré une contraction de 3,5 %, soit la plus forte baisse parmi

les économies du G20, dépassée uniquement par Haïti et le Soudan du Sud. Bien que l'inflation mensuelle ait ralenti, les prix restent 190 % plus élevés qu'un an auparavant. Les dépenses publiques ont été réduites de 30 % en termes réels, touchant profondément des secteurs clés tels que les infrastructures (- 74 %), l'éducation (- 52 %), le développement social (- 60 %), la santé (- 28 %) et l'aide fédérale aux provinces (- 68 %).

Les conséquences sociales ont été sévères, avec une augmentation significative des taux de pauvreté et de chômage, touchant particulièrement les secteurs les plus vulnérables. L'effondrement de la production industrielle et la fermeture d'entreprises, à un rythme moyen de 40 par jour, ont provoqué plus de 600 000 suppressions d'emplois. Cette situation ne peut que s'aggraver, exacerbée par une hausse du coût de la vie

alimentée par un décalage du taux de change peso/dollar, qui affaiblit la compétitivité face à une vague imminente d'importations.

Les données économiques de l'Institut national de statistiques (INDEC) sont préoccupantes. Sur une base annuelle, la contraction a atteint 3,3 %, accumulant un recul de 3,1 %

depuis le début de l'année, selon l'estimation mensuelle de l'activité économique (EMAE). Douze secteurs clés ont enregistré des baisses significatives, notamment la pêche (- 25,2 %), la construction (- 16,6 %), le commerce (- 8,3 %) et l'industrie manufacturière (- 6,2 %), reflétant un affaiblissement du marché intérieur, qui représente 80 % de l'économie. En revanche, l'exploita-



Nicolas Menna

Nicolas Menna est militant argentin au sein du NPA-L'Anticapitaliste et membre de la IV^e Internationale.

tion des mines et des carrières (+ 7,6 %) et le secteur énergétique, avec une croissance de 23,4 % des exportations de combustibles et d'énergie, offrent un peu d'optimisme en termes de revenus en devises.

Dans le même temps, les réformes mises en place, telles que la « Loi des Bases » et les mesures fiscales, ont engendré une crise sociale de grande ampleur. Bien que certains progrès macroéconomiques soient considérés positivement d'un point de vue néolibéral, les contradictions persistent (1).

Malgré ce panorama complexe, un an après son investiture, il n'y a pas eu le débordement social que beaucoup espéraient.

Au contraire, on peut dire que le gouvernement traverse une phase de stabilisation. Dans la rue, une relative passivité prévaut, obtenue notamment grâce à la forte répression des premiers jours : application du protocole anti-blocages, persécutions et chantage envers les mouvements de chômeurs, etc. Une manifestation sur trois a été réprimée par la police. Au Parlement, l'opposition aux lois sur les super-pouvoirs ou « les bases » a été contournée par l'adoption de décrets d'urgence (DNU) ou de lois soutenues par des alliances avec le Pro (2), les radicaux et une partie du péronisme. De plus, tous les projets de loi visant à détendre la situa-

“*La désarticulation des masses populaires, la précarité croissante et la rupture de leurs formes d'organisation ont concrétisé un changement structurel dans leur composition.*”

1) Pour plus de détails sur l'évolution économique et sociale, voir Eduardo Lucita, « Argentine : un nouveau temps politique », 13 novembre 2024, *Inprecor*.

tion, comme le budget pour les universités ou l'augmentation des retraites, ont été rejetés par le veto présidentiel.

Pour tenter d'identifier les raisons de cette relative stabilité, nous nous efforçons de comprendre la situation de la classe ouvrière, d'analyser la pénétration de l'idéologie libertarienne et sa relation avec les forces sociales existantes.

Une nouvelle structure économique et sociale

Dans l'imaginaire d'une grosse partie de la population, il existe une représentation atemporelle de la société argentine, héritée des processus d'industrialisation de la première moitié du siècle dernier, où les projets péronistes et « desarrollistas » (3) ont contribué à l'émergence d'une société « capitaliste avancée » avec une capacité industrielle, et par conséquent, une classe ouvrière et des « classes moyennes » très étendues. Ces deux classes se réfèrent à deux cultures politiques bien différenciées : les masses populaires s'identifient essentiellement au péronisme comme expression de « l'être national », tandis que les couches moyennes, par opposition ou par peur du déclassement, se sont réfugiées dans un anti-péronisme qui atteint des degrés de violence très élevés.

La dictature militaire de 1976-1983 a apporté un projet nouveau : celui du néolibéralisme comme réponse à la crise du capitalisme des années 1970. Ce programme a été adopté par la bourgeoisie argentine

avec une grande clarté idéologique et stratégique : briser la classe ouvrière, considérée comme un problème majeur en raison de son haut niveau de combativité et de résistance. La dictature n'ayant pas réussi à se débarrasser des mouvements ouvriers, c'est paradoxalement

le péronisme lui-même, s'étant pourtant érigé en défenseur de la classe ouvrière, qui lui a infligé une défaite. Le gouvernement de Carlos Menem (1989-1998) a en effet mis en pratique ce que la dictature n'avait fait qu'esquisser : une modification radicale du pays, confirmant le retrait de l'intervention de l'État, la re-primarisation de l'économie et la réduction de fait de la capacité d'organisation de la classe. La désarticulation des masses populaires, la précarité croissante et



Manifestation des piqueteros en 2022. © Franco Fafasuli.

la rupture de leurs formes d'organisation ont concrétisé un changement structurel dans leur composition.

Les mouvements populaires comme celui des piqueteros et des travailleurs sans emploi ont développé des organisations de soutien à l'échelle des quartiers et ils ont récupéré le répertoire du mouvement ouvrier avec les « soupes populaires » et les piquets de grève, tout en leur donnant un caractère permanent. À la fin des années 1990, ils ont été protagonistes des luttes ayant provoqué la chute du gouvernement de Fernando De la Rúa.

Le gouvernement péroniste qui lui a succédé (le « kirchnérisme ») a mis entre parenthèses cette stratégie, mais n'a pas réussi à inverser le processus de restructuration sociale en cours. Les gouvernements de diverses tendances qui ont suivi ont eu comme effet de confirmer la crise de ce modèle. Le fait qu'aucun des présidents suivants n'ait réussi à se faire réélire illustre le refus et la défaite de ces politiques, mais confirme également la modification

structurelle de la classe.

Un chiffre rend compte à lui seul de ce changement, celui sur l'évolution du travail informel : quasiment inexistant dans les années 1970, il a connu une croissance constante pour atteindre 32,6 % dans les années 1990, grimper à 49,5 % avant la crise de 2001 et se situer aujourd'hui autour de 36 % (4). Une organisation structurelle du travail informel s'est donc installée dans le pays depuis plus de 30 ans.

Le projet de Milei bénéficie donc du soutien de la fraction de la bourgeoisie la plus étroitement liée au système impérialiste, et cela en raison de la promesse d'infliger une défaite définitive à la classe ouvrière.

En particulier, ce soutien se manifeste de manière très palpable dans les médias, qui fonctionnent presque comme des organes de propagande.

Le rôle des médias

Dans les *Documents de Santa Fe I* et *II* (5), les États-Unis ont esquissé leur stratégie de domination pour l'Amérique latine dans l'ère post-dictatoriale. Ces documents rédigés à la fin des années 1980 mettent en avant deux axes fondamentaux pour

2) Unión - Pro est une coalition électorale argentine conservatrice et libérale, fondée en 2007, et composée du Parti fédéral, de l'Union du centre démocratique, de Recréer pour la croissance de l'ex-ministre Ricardo López Murphy, de Proposition républicaine (ex-Compromiso para el Cambio), d'Unión Celeste y Blanco de l'homme d'affaires Francisco De Narváez, du Parti populaire chrétien bonaerense et du Parti Nouveau Buenos Aires.

3) Le « desarrollismo » (développementisme) est un courant politico-économique né en Argentine afin de garantir un niveau de prospérité économique proche des pays les plus « développés » à travers une stratégie de contrôle national de l'économie de marché qui se différencie de la doctrine libérale. Il prônait le développement interne par le remplacement des importations, l'ouverture aux investissements étrangers et un rôle actif de l'État dans la planification économique. Un de ses objectifs (jamais atteint) était le progrès social par la réduction des inégalités, sans toutefois modifier la structure capitaliste impérialisée du pays.

4) Chiffres tirés d'études du Conicet et de l'UBA et de l'UCA.

5) Les *Documents de Santa Fe* sont des documents de la CIA rédigés dans la ville de Santa Fe entre 1980 et 1986. Ils ont été inspirés par la crainte de l'expansion de la gauche dans la région et ont servi de base opérationnelle au renforcement de la politique de domination des États-Unis en Amérique latine depuis ces années.

assurer leur influence : le contrôle des structures permanentes de l'État (comme le pouvoir judiciaire, l'appareil policier et l'armée) et celui des médias, devenus un outil clé pour consolider leur hégémonie culturelle et politique tout en étouffant les voix dissidentes. Ces textes préfigurent ce que l'on appelle aujourd'hui la *lawfare*, mais leur portée dépasse ce cadre : ils révèlent les relations intimes entre les classes dirigeantes locales, les structures étatiques et le système impérialiste.

Sous le gouvernement de Menem, un processus accéléré de concentration médiatique s'est opéré, facilité par la dérégulation de l'État et la privatisation des entreprises de télécommunications (téléphonie et services informatiques naissants à l'époque). Le principal bénéficiaire de ce processus – bien qu'il ne soit pas le seul – a été le groupe Clarín. Aujourd'hui, ce dernier domine une grande partie de la production audiovisuelle (via ses chaînes et le contrôle des grilles de ses distributeurs de câble), des télécommunications (fournisseurs d'accès à Internet), ainsi que les principales chaînes d'information (TN, Canal 13) et de retransmission sportive, notamment le football (TyC) (6).

Dans ce contexte, les réseaux sociaux ont amplifié l'idéologie de la classe domi-

nante propagée par les médias traditionnels. *L'adoption initiale de l'idéologie libertarienne par un groupe social disposant d'un fort accès aux réseaux sociaux et d'une capacité d'influence importante grâce à elles ne doit pas être ignorée.* Les liens entre ces plateformes numériques et les médias « classiques » sont étroits, et ensemble ils fonctionnent selon une logique de saturation de l'opinion publique.

Ce rôle des médias ne doit pas être sous-estimé, en particulier lorsque leur monopole accompagne le processus de désarticulation de la classe ouvrière décrit précédemment. *Privés de soutien social et politique, isolés par l'individualisme néolibéral, les membres de cette classe se trouvent désarmés face au bombardement constant des messages médiatiques. Ces derniers recourent à des stratégies de guerre psychologique – journalisme de guerre (7) – pour imposer non seulement leur agenda immédiat, mais également une vision du monde à long terme.*

L'effondrement du péronisme et la marginalité de la gauche

Le péronisme a longtemps servi de canal pour les aspirations des majorités populaires, intégrant l'idée de Nation et la dignité des travailleurs. Cette identification a laissé peu de marge à la gauche marxiste, malgré son rôle fondateur dans l'émergence du mouvement ouvrier, initialement porté par des vagues d'immigrant-es européen-nes ayant importé leurs organisations et idéologies. Certaines de ces tendances, comme le syndicalisme et des éléments de socialisme, ont contribué à la genèse du péronisme.

Cependant, la dynamique de concurrence a engendré une hostilité mutuelle entre les deux mouvements (8). Le Parti communiste argentin (PCA), alors majoritaire dans la classe ouvrière, a pris des positions qui l'ont progressivement isolé, amorçant un déclin qui l'a relégué dans les classes moyennes. Dans ce vide, des organisations trotskistes ont émergé, gagnant en importance, notamment dans les années 1970. Leur fusion avec le guévarisme, à cette époque, a permis de porter le marxisme révolutionnaire à son apogée. Parallèlement, grâce à l'influence de la Révolution cubaine, le guévarisme a

également influencé le péronisme, l'orientant brièvement vers la gauche.

Cet élan de la lutte des classes a été brisé par le coup d'État de 1976, marquant le début de la transformation néolibérale (9).

Paradoxalement, avec la fin de la dictature, le péronisme s'est consolidé comme une identité populaire. Pourtant, cette identification symbolique contrastait avec les réalités pratiques des gouvernements péronistes, à commencer par celui de Carlos Menem (1989-1998), qui a adopté le programme du Consensus de Washington (10) et concrétisé la restructuration néolibérale.

Ce modèle menemiste a imposé lors de la crise de 2001, résorbée, non sans contradictions, par le péronisme lui-même à travers les gouvernements kirchnéristes. Ces gouvernements ont tenté de mettre en œuvre un programme « néo-desarrollista », centré sur une redistribution des revenus (mais pas de la richesse ni de sa concentration) et une relative autonomie face à l'impérialisme.

Politiquement, ils ont instauré une alliance inédite entre les masses populaires et une partie de la classe moyenne « progressiste » (11). Cette période a vu l'adoption de nombreuses mesures progressistes, dont la plus emblématique est le « mariage pour tous ».

Toutefois, le « modèle kirchnériste » est devenu insoutenable dès 2008, après la défaite face à la rébellion fiscale du « campo » (les secteurs concentrés de l'agriculture). Les années suivantes ont été marquées par une stagnation économique accompagnée d'une érosion progressive, notamment alimentée par l'offensive médiatique.

Le gouvernement péroniste suivant n'a pas amélioré les conditions de vie de la classe ouvrière ni établi un rapport de forces favorable à un projet de redistribution. Cela a renforcé le désenchantement de larges segments des classes populaires, confirmant l'effondrement progressif de sa représentation traditionnelle.

Le syndicalisme absorbé par le système

Le péronisme et ses modes d'articulation avec la société ont profondément évolué sous l'effet de la transformation

“ *L'adoption initiale de l'idéologie libertarienne par un groupe social disposant d'un fort accès aux réseaux sociaux et d'une capacité d'influence importante grâce à elles ne doit pas être ignorée.* ”

6) Dans un pays comme l'Argentine, le contrôle de la diffusion du football est un outil fondamental pour contrôler le reste, car aucun Argentin ne souscrira à un service de câble qui n'inclut pas la retransmission du football. Cela permet à celui qui le contrôle d'imposer ses conditions aux autres. Cette stratégie a servi de base pour imposer, surtout en dehors de la capitale, l'entreprise de câble de ce groupe, au détriment des options coopératives qui existaient auparavant.

7) Cela a été formulé par le journaliste Julio Blanck lorsque le Parti Justicialiste (PJ) a été battu par Mauricio Macri en 2015.

8) Le péronisme au pouvoir a également fortement réprimé le communisme, en particulier sa branche syndicale.

9) Essentiellement, cela avait commencé un peu plus tôt, avec Isabel Perón et son ministre de l'Économie, Rodrigo, mais c'est à ce moment-là que le processus parvint réellement à s'imposer, grâce à la répression.

10) Le consensus de Washington est un corpus de mesures d'inspiration libérale, datant de la « période Reagan » aux États-Unis, concernant les moyens de relancer la croissance économique, notamment dans les économies en difficulté du fait de leur endettement comme en Amérique latine. Ce consensus s'est établi entre les grandes institutions financières internationales siégeant à Washington (Banque mondiale et Fonds monétaire international) et le département du Trésor américain.

11) Réalisation (temporaire également) de l'« alliance plébéienne » (mais hégémonisée par la classe moyenne et non par le prolétariat) esquissée par Spilimbergo et le Parti Socialiste de la Gauche Nationale. Voir les thèses de son III^e congrès : « Classe ouvrière et pouvoir ».



néolibérale. D'un côté, il s'est enraciné en renforçant une structure clientéliste et, de l'autre, il a intégré un agenda libéral, principalement sur le plan économique, mais aussi, dans certains cas, politique, lorsque l'équilibre interne s'est déplacé en faveur des secteurs les plus progressistes.

Cependant, les mutations structurelles du pouvoir ont eu des impacts très importants non seulement sur le Parti justicialiste mais également sur les organisations syndicales. La Confédération générale du travail (CGT), organisation phare du mouvement ouvrier et longtemps considérée comme « la colonne vertébrale du péronisme », a également vu son rôle décliner de façon marquée depuis le retour à la démocratie.

Plusieurs facteurs expliquent cette perte d'influence. L'expansion de l'économie informelle et la réduction du nombre total d'emplois industriels – passés de 25 % de la population économiquement active dans les années 1980 à environ 15 % aujourd'hui – ont affaibli sa capacité de pression. Par ailleurs, l'assimilation progressive de ses dirigeants à la classe bourgeoise a accentué ce déclin. D'abord par la gestion des « *Obras Sociales* » (des mutuelles de santé, qui constituent une source de revenus clé pour les syndicats), puis par leur transformation en entrepreneurs via la sous-traitance.

Aujourd'hui, leurs principales préoccupations sont la défense de leurs ressources financières (« la caisse ») et le maintien de leur part de pouvoir. Ce glissement des priorités de la CGT n'aurait pas été possible sans le soutien implicite d'une partie des travailleurs, qui adoptent également une attitude défensive face à la précarisation croissante.

Cette fracture de la classe ouvrière a engendré *une rupture entre les secteurs les plus précarisés et les travailleurs organisés. Cette division s'accompagne d'une*

méfiance mutuelle : les syndicats perçoivent les travailleur-ses précaires avec crainte, redoutant de sombrer dans leur situation, tandis que ces derniers considèrent les salarié-es syndiqué-es comme des privilégié-es.

La gauche, incapable de dépasser ses limites

Tandis que le péronisme et son artère syndicale perdaient du terrain, la gauche a donné vie à différents courants (guévaristes, national-populaires, PCA et ses satellites...) avec des degrés d'implantation variables. Certaines ont su s'enraciner dans les classes populaires au cours des années 1990 et au début du siècle mais, aujourd'hui, la plupart ont été absorbées par le kirchnérisme en raison de l'attrait suscité par les politiques néo-keynésiennes et *néo-desarrollistas* dans les milieux de gauche.

Les courants trotskistes regroupés au sein du FIT-U conservent une certaine pertinence. Bien que leurs principales composantes, le Parti ouvrier et le PTS, aient réussi à occuper une place importante dans des fronts sociaux (12), elles peinent à s'implanter durablement dans les masses populaires (13). Celles-ci rejettent majoritairement leur discours et leurs pratiques militantes souvent perçues comme maximalistes, « déconnectées de la réalité » et faisant abstraction du rapport de forces existant. Avec leur posture anti-nationaliste, jugée « anti-populaire », ces courants sont marginalisés et accusés d'ignorer la question de la dépendance à l'imperialisme.

Disponibilité hégémonique (et contre-hégémonique?)

Les transformations structurelles de la société argentine, marquées par l'essor du précaire et de l'économie informelle, l'affaiblissement des acteurs politiques traditionnels

comme le péronisme, l'érosion des réseaux de solidarité et l'omniprésence de l'idéologie de l'individualisme, ont engendré *une situation de disponibilité hégémonique* (14) *au sein des masses populaires. Cette dynamique se manifeste particulièrement dans le sous-prolétariat* (15), *désormais perméable à de nouvelles influences politiques.*

Toutefois, des signes de résistance commencent à émerger. Les grandes mobilisations ouvrières et la grève générale, le mouvement universitaire, les manifestations féministes, ainsi que les assemblées multisectorielles liées aux syndicats ou aux secteurs auto-organisés (*autoconvocados*), montrent une structuration progressive.

Ces dynamiques, bien que prometteuses, peinent encore à construire une force politique capable d'organiser la résistance et de défier réellement la continuité de ce projet néolibéral. Le péronisme, divisé et en proie à des conflits internes, n'a pas encore clarifié quelle faction prendra l'ascendant. Mais même une fois ces querelles tranchées, rien ne garantit une rupture avec le *statu quo*. Quant à la gauche, elle n'a pas su formuler une stratégie capable d'embrasser les aspirations des masses populaires et de leur offrir une véritable orientation révolutionnaire.

L'enjeu ne se limite pas à vaincre Milei – bien que cela soit crucial – mais à défaire un projet néolibéral-autoritaire qui aspire à l'hégémonie. Une contre-hégémonie ne se décrète pas : elle se construit dans la praxis, à travers l'élaboration d'un projet alternatif, culturel et politique, capable de transcender le cadre actuel et d'incarner les aspirations collectives d'indépendance et d'émancipation des masses populaires. ■

Le 14 décembre 2024

12) En particulier, le Parti ouvrier, à travers le Polo Obrero, un courant de travailleurs sans emploi, et le PTS, grâce à son influence dans le mouvement étudiant et dans certains secteurs de travailleurs, comme celui qui a donné naissance au mouvement des usines récupérées en 2001 (dont les céramiques Zanon sont le principal référent).

13) Bien que des avancées non négligeables aient été réalisées, il ne faut pas confondre opportunité et conviction. Par exemple, le fameux « succès » à Jujuy, où le FIT-U a obtenu 21 % des votes, s'explique par l'interdiction faite à la principale représentante péroniste de la région, Milagro Sala, de se présenter, ainsi que par l'appel explicite de cette dernière à voter pour l'option de gauche.

14) Voir « L'œuf et le serpent. Le cauchemar officiel », Miguel Mazzeo 19 novembre 2023, *Contra hegemonia*.

15) La catégorie « sous-prolétariat » englobe la situation de précarité, d'instabilité économique, d'absence de droits du travail et de manque d'intégration sociale.

La voiture du peuple, le rapport Draghi et l'implosion de l'Allemagne

Le déclin de l'industrie automobile allemande menace non seulement la stabilité de son économie nationale, mais aussi l'équilibre économique européen.

Par
Isidro López

Le 3 septembre, la nouvelle est tombée : pour la première fois de son histoire, Volkswagen envisageait de fermer deux de ses usines en Allemagne, et finalement trois. Difficile d'imaginer un coup plus symbolique pour l'identité économique de la République fédérale d'Allemagne, l'État conçu par les Alliés après la Seconde Guerre mondiale et qui a absorbé la RDA en 1991. Volkswagen, comme le réseau autoroutier allemand lui-même, est un produit de la politique sociale et économique du Troisième Reich qui a survécu à la période d'après-guerre et a été l'un des leviers sur lesquels s'est ensuite construit le miracle allemand. Un miracle par lequel l'Allemagne est passée du statut de pays vaincu sur tous les fronts à celui de puissance économique mondiale, dotée notamment d'une capacité de production à grande échelle d'automobiles compétitives sur le marché mondial.

Parler d'Allemagne, c'était parler de productivité industrielle, de succès à l'exportation, de société de consommation avancée et d'État-providence. Au moins pendant les Trente Glorieuses, le plan élaboré par les Alliés combiné avec les éternelles vertus organisationnelles de l'Allemagne semblait avoir créé un État allemand capable, pour la première fois depuis l'unification, de conquérir le monde par des moyens exclusivement économiques plutôt que militaires. Et si un produit symbolisait la nouvelle Allemagne convertie, c'était bien la Volkswagen Type 1, la « Coccinelle », l'équivalent allemand de la Ford T, une voiture qui pouvait être achetée par les ouvriers qui l'avaient construite. C'est ce que veut dire « Volkswagen » : la voiture du peuple.

Un bouleversement

Lors de leur comparution tumultueuse le 3 septembre devant un piquet de travailleurs, les membres de la direction de Volkswagen ont assuré qu'il leur

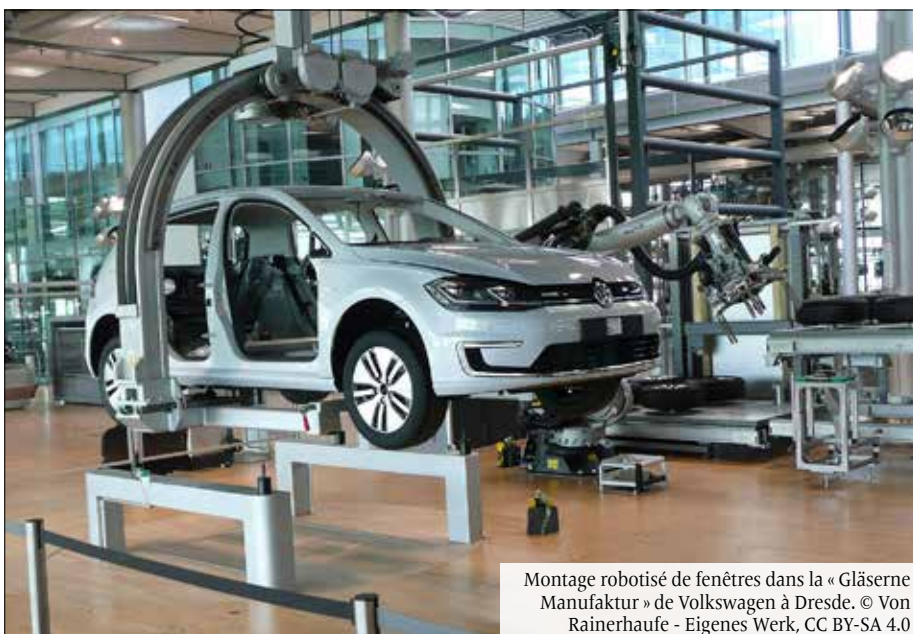


Isidro López

Isidro López Hernández est sociologue, anthropologue et homme politique espagnol, membre de l'Assemblée de Madrid au cours de la dernière législature. Cet article a été publié par *Zona de estrategia*. Traduit par Fabrice Thomas. Photo © Izquierda En Construcción.

manquait la vente de 500 000 voitures pour éviter la fermeture des usines. Selon ce chiffre, la surcapacité représente un tiers de la capacité de production totale des usines allemandes de Volkswagen. Dans son rapport d'octobre aux actionnaires, l'entreprise inscrit une réduction de 60 % de ses bénéfices en raison d'une forte baisse des ventes sur son principal marché, la Chine. Jusqu'à présent, Volkswagen avait parfaitement illustré le modèle social, économique, syndical et territorial de l'Allemagne d'après-guerre : l'économie sociale de marché. La position du plus grand syndicat d'Allemagne, IG Metall, chez Volkswagen est celle de cogestionnaire, un terme qui implique que le comité d'entreprise a le droit de vote au conseil d'administration de l'entreprise, pouvoir qu'il a exercés jusqu'à présent.

Le Land de Basse-Saxe détient une participation de 20 % dans Volkswagen et, selon les statuts de 1960, 4/5 des voix étaient nécessaires pour que l'assemblée des actionnaires puisse prendre des décisions de ce type. Ce qui signifiait que Volkswagen était une entreprise publique avec une assem-



Montage robotisé de fenêtres dans la « Gläserne Manufaktur » de Volkswagen à Dresde. © Von Rainerhaufe - Eigenes Werk, CC BY-SA 4.0

blée d'actionnaires privés qui n'avait aucun pouvoir réel pour prendre des décisions que le gouvernement de Basse-Saxe ne jugerait pas appropriées. Il en a été ainsi jusqu'en 2007, lorsqu'un arrêt européen a déclaré que cette réglementation était contraire à la libre circulation des capitaux.

La fin de l'âge d'or

Dans les années 1980 et 1990, Volkswagen, loin d'être affecté par les différents cycles de restructuration de l'industrie, est devenu le porte-drapeau du nouveau mercantilisme allemand basé sur l'industrie d'exportation. Le nouveau modèle d'exportation adapté à la mondialisation néolibérale naissante se targuait d'être compétitif en termes de rapport qualité/prix plutôt qu'en termes de prix uniquement, et se déclarait par conséquent non délocalisable. L'avantage concurrentiel allemand reposait sur un réseau très dense d'entreprises familiales ayant pour clients de grands conglomerats industriels. Il s'agissait d'un avantage aussi spécifique et intransférable que le territoire où il était produit. La justification principale de l'Allemagne pour la stricte discipline d'austérité imposée lors de la crise de 2008 avait précisément pour but de sauver la compétitivité de l'industrie d'exportation allemande et ses énormes excédents par rapport à la nécessité pour les pays du Sud d'emprunter. Ces pays du Sud qui se sont transformés, de marchés sûrs et de destinations privilégiées pour les produits et les capitaux allemands, en pays « paresseux qui ont vécu au-dessus de leurs moyens ».

L'Allemagne croyait ne pas avoir besoin de la demande du Sud. Le marché chinois et son immense « classe moyenne » semblaient ouvrir une nouvelle voie pour l'industrie allemande et, bien sûr, pour son grand conglomérat automobile mondial : en 2010, Volkswagen enregistrait des ventes records de 6,29 millions de véhicules, avec une part de marché mondial de 11,4 %. La même année, Volkswagen est devenu le troisième constructeur automobile mondial, puis le deuxième à partir de

2016. En 2018, il a battu le record des ventes avec 10,8 millions de véhicules vendus. Les restes du miracle semblaient continuer à pousser l'Allemagne dans son domaine de prédilection : la production et la vente d'automobiles. Le reste de l'Europe n'avait rien d'autre à faire que célébrer la domination des exportations allemandes et d'attendre que quelques miettes économiques lui tombent dessus. Dans l'État espagnol, les miettes prendraient la forme d'un flux accru de touristes allemands et d'investissements immobiliers sur la côte, ainsi que du maintien, moyennant le paiement d'importantes sommes d'argent public, d'usines automobiles allemandes en Espagne.

Le rapport Draghi

Le 17 septembre, Mario Draghi, l'homme présenté comme ayant sauvé l'euro de l'autodestruction et qui a pris la tête du gouvernement italien pendant la terrifiante deuxième année de la pandémie, a présenté à Strasbourg son rapport sur la compétitivité européenne – désormais connu comme Rapport Draghi. Rien ne laissait présager que le contenu du rapport parrainé par le banquier central le plus connu d'Europe serait différent des nombreux rapports d'autocélébration publiés régulièrement par l'Union, qui tendent à brosser le tableau d'un avenir de prospérité, de démocratie et d'État-providence qui, depuis plus d'une décennie, ne correspond pas à la réalité. Mais Draghi a tenu des propos fondamentaux :

« Le point de départ est que l'Europe est confrontée à un monde qui subit des changements spectaculaires. Le commerce mondial ralentit, la géopolitique se fracture et la vitesse des changements technologiques s'accélère. C'est un monde où les modèles économiques établis de longue date sont remis en question et où les principales dépendances économiques deviennent soudainement des vulnérabilités géopolitiques. De toutes les grandes économies, l'Europe est la plus exposée à ces changements. Nous sommes les plus ouverts : notre ratio commerce/PIB est supérieur à 50 %, contre 37 % pour la Chine et 27 %

pour les États-Unis. Nous sommes également les plus dépendants : nous dépendons d'une poignée de fournisseurs de matières premières essentielles et nous importons plus de 80 % de notre technologie numérique. Les prix de l'énergie sont les plus élevés : les entreprises de l'UE doivent faire face à des prix de l'électricité 2 à 3 fois plus élevés qu'aux États-Unis et en Chine. Et les prix du gaz sont 4 à 5 fois plus élevés. Nous sommes très en retard dans le domaine des nouvelles technologies : seules quatre des 50 premières entreprises technologiques mondiales sont européennes. L'Europe est prisonnière d'une structure industrielle statique, avec peu de nouvelles entreprises émergeant pour perturber les industries existantes ou développer de nouveaux moteurs de croissance. En fait, aucune entreprise européenne dont la capitalisation boursière dépasse 100 milliards d'euros n'a été créée de toutes pièces au cours des cinquante dernières années ».

L'Europe en difficulté

Sous l'œil attentif d'Ursula Von der Leyen – qui avait l'air de parrainer un gala de charité pour les pauvres dans la paroisse de son quartier aisé de Bruxelles –, le banquier a ensuite exposé les raisons pour lesquelles l'Europe perd la bataille de la concurrence dans la nouvelle configuration du capitalisme mondial : l'Europe a perdu des parts de marché au niveau mondial et est loin derrière la Chine dans les nouvelles industries vertes décarbonées. Pour compléter le tableau, les fluctuations géopolitiques, dans lesquelles l'Europe est plus un observateur qu'un acteur, en Ukraine et au Moyen-Orient, ont perturbé les chaînes d'approvisionnement en énergie et en matières premières. L'Europe n'a pas de productivité du travail significative et ses projections démographiques sont clairement à la baisse, de sorte que ni la voie, qualitative, du changement technologique et de la productivité, ni la voie, quantitative, de la croissance de la main-d'œuvre ne devraient apporter de croissance à la zone euro dans les années à venir. Et sans croissance, c'est tout l'édifice de l'Union européenne et le mode de vie qu'elle soutient, à commencer par le financement de ses États-providence, qui sont menacés.

Le ton autocritique et analytique de Draghi est d'autant plus surprenant qu'il y a seulement trois ans, en 2021, l'Union européenne a lancé le programme Next Generation à grand renfort de trompettes et de tambours de joie. Le discours d'accom-

“ La direction de Volkswagen a assuré qu'il leur manquait la vente de 500 000 voitures pour éviter la fermeture des usines. Selon ce chiffre, la surcapacité représente un tiers de la capacité de production totale des usines allemandes de Volkswagen. ”

pagement de Next Generation était aux antipodes du rapport Draghi, grâce à l'émission conjointe d'obligations européennes, une somme rondelette censée servir de levier à l'Europe pour mener le monde dans sa transition vers une économie décarbonée et un capitalisme vert. En Espagne, le gouvernement de Pedro Sánchez et de l'UN Podemos a fêté l'accord comme il se doit, avec un Pablo Iglesias euphorique, brièvement nommé à la tête du plan. Le gouvernement « le plus progressiste de l'histoire » s'est ensuite empressé d'arroser de millions Iberdrola et Telefónica, qui ne sont pas exactement des *start-ups*, non seulement pour qu'ils les empochent directement, mais aussi pour gérer les appels d'offres publics destinés à allouer à leur guise les fonds aux sous-traitants, tout en faisant grimper le cours de leurs actions en bourse. Rien de très différent n'a été fait dans les autres États européens : donner de l'argent aux entreprises publiques de chaque pays pour augmenter leur capitalisation boursière.

Réindustrialisation et surproduction

Trois ans plus tard, Draghi affirme que la mise en œuvre d'une politique de réindustrialisation verte au niveau des États, plutôt qu'au niveau de l'UE, a généré encore plus de capacités de production excédentaires, aggravant ainsi la crise de la compétitivité. Cela peut être interprété comme un plaidoyer en faveur d'une restructuration de la capacité de production européenne selon les critères dictés par l'Allemagne pour convenir à son industrie d'exportation.

Après tout, la capacité de restructurer la division européenne du travail a été historiquement le pouvoir que l'Allemagne a eu sur l'espace européen en échange de son statut de financeur central du processus d'unification. Et pour résoudre la relégation déjà évidente de l'Europe dans la nouvelle répartition mondiale du pouvoir capitaliste, Draghi avance un chiffre : si les pays membres ne déboursent pas chaque année l'équivalent de 4 % du PIB européen en investissements publics au cours des prochaines années par l'émission d'obligations mutualisées, l'Europe continuera d'aggraver sa crise. Ce chiffre, insiste Draghi, est un minimum. Il s'agit de ce qui est nécessaire pour éviter que la crise ne s'aggrave.

Contrairement à ce que le rapport appelle la phase précédente de « hypermondialisation » l'Europe ne devrait avoir

aucun problème à ce que ce soit l'État, et non l'initiative privée, qui maintienne en vie le capital productif restant sur le continent. Il est clair qu'il sera difficile, voire impossible, d'atteindre de tels chiffres d'investissement public. On peut donc s'attendre à une politique de non-croissance économique au cours des prochaines années, avec toutes les conséquences que cela aura sur les services publics. Draghi met en garde : l'Europe ne doit pas craindre le protectionnisme après le virage pris par Joe Biden dans cette direction, que Trump ne manquera pas d'accentuer. L'Europe a déjà imposé des droits de douane sur les voitures électriques chinoises, mais, selon Draghi, elle doit veiller à ne pas entrer dans des guerres commerciales qui renchérisent les matières premières de base et les semi-conducteurs dont l'industrie européenne a besoin et qu'elle ne produit pas elle-même.

L'implosion allemande

Sans être directement rédigé par l'Allemagne, le rapport Draghi est une sorte de *sifflet à chien* (« dog whistle ») dont la signification cachée est la crise profonde de l'industrie exportatrice allemande. Si l'invasion de l'Ukraine en 2022 a clarifié une chose, c'est la place géopolitiquement subordonnée de l'Allemagne vis-à-vis des États-Unis, selon l'ordre établi après la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis ont forcé l'Allemagne à cesser d'acheter du gaz russe et l'ont obligée à acheter du gaz naturel liquéfié beaucoup plus cher aux États-Unis. La hausse du prix du gaz n'est pas la cause principale de la baisse de rentabilité des industries exportatrices allemandes, qui s'explique plutôt par le fait que la Chine a rattrapé l'Allemagne en termes technologique et de production de biens d'équipement, mais elle a évidemment porté un coup supplémentaire à la structure de ses dépenses. Et surtout, l'augmentation de la facture énergétique de l'Allemagne a été le premier signe visible de la crise du modèle allemand. Le deuxième est sans aucun doute la crise de l'industrie automobile, en particulier celle de son géant Volkswagen.

Le rapport examine également la crise du secteur automobile du point de vue de ce qui devait être sa planche de salut selon la Next Generation, la production de véhicules électriques. « Le secteur automobile est un exemple clé du manque de planification de l'UE, qui a conduit à une politique clima-

tique sans politique industrielle. L'objectif ambitieux de zéro émission pour les moteurs à combustion d'ici 2035 conduira à l'élimination de facto des nouvelles immatriculations de véhicules à moteur à combustion interne et à la pénétration rapide du marché par les véhicules électriques. L'UE n'a pas répondu à ces aspirations par un effort synchronisé de transformation des chaînes d'approvisionnement. Par exemple, ce n'est qu'en 2017 que la Commission a lancé l'Alliance européenne pour les batteries afin de créer une chaîne de valeur des batteries en Europe, alors que l'Europe dans son ensemble est très en retard dans l'installation d'infrastructures de recharge. La Chine, en revanche, s'est concentrée sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques depuis 2012 et, par conséquent, a progressé plus rapidement et à plus grande échelle, ce qui lui permet aujourd'hui de se situer une génération en avance. »

La situation est totalement différente de la période de la crise financière de 2008 : loin de l'Allemagne arrogante et promouvant la discipline, par l'intermédiaire du premier gouvernement Merkel et de son chancelier Schäuble, l'Allemagne est aujourd'hui soumise à la puissance atlantiste des États-Unis, qui semble ne trouver d'autre solution à sa très profonde crise productive que d'augmenter autant que nécessaire les niveaux de dépenses publiques. Jusqu'à ce que l'ampleur de la débâcle de Volkswagen soit connue du public, le gouvernement tripartite des libéraux du SPD, des Verts et du FDP a traversé la tempête grâce à ce mécanisme, tout en maintenant la rhétorique de la transition énergétique et du nouveau capitalisme vert. Cette semaine, Olaf Scholz a limogé le ministre des Finances du FDP – les libéraux – pour avoir refusé de relever le plafond de la dette pour le budget de l'année prochaine. Le fragile gouvernement de coalition s'est effiloqué et Olaf Scholz fera l'objet d'une motion de censure, qui pourrait être suivie d'élections en mars, lesquelles seront certainement suivies d'un retour de l'austérité en Europe.

Et comme le dit le rapport Draghi sans le dire ouvertement, le sort de l'Allemagne est le sort de l'Europe. Et aussi de sa colonie du sud de l'Espagne, où, pour l'instant, ils ont laissé le gouvernement « progressiste », toujours ami du SPD, gérer des niveaux de dette publique suffisants pour maintenir un minimum de paix sociale. ■

Le 8 novembre 2024

Le malaise andalou. Une approche de la question nationale andalouse.

Nous avons voulu compléter notre dossier sur la question nationale par une contribution sur les nations qu'on associe généralement au « régionalisme », dont l'Andalousie est un exemple.

Par
Jose Ignacio García

Malaise. État de malaise physique ou spirituel. [Ou particulièrement, sentiment indéfini de ne pas être bien physiquement.]

Dictionnaire de María Moliner.

Le sud, un jour, se lèvera

Une nation se lèvera

Fatiguée et blessée

République d'Andalousie

Tino Tovar, pasodoble de comparsa du Carnaval de Cadix « Tic Tac », année 2018.

Le présent texte se veut une approche de la question nationale andalouse en essayant d'analyser comment elle opère dans le panorama politique actuel et comment elle constitue un fait fondamental pour la libération sociale en Andalousie, quelle relation elle entretient avec la construction de l'État espagnol pour conclure par une proposition sur la façon dont nous devrions y faire face dans le but d'avancer vers une révolution écosocialiste en Andalousie et à partir de l'Andalousie.

Le malaise andalou

En Andalousie, nous avons un *malaise* : l'étrange sensation de vivre dans une crise permanente. Il ne s'agit pas d'une exagération, mais d'un *malaise* collectif face au rôle social et économique qui nous incombe. En d'autres termes, et pour faire simple, tout le monde en Andalousie sent, d'une manière ou d'une autre, que nous sommes plus pauvres que le reste de l'Espagne. Que nous pourrions être obligés de partir pour avoir un avenir, que l'on se moque de notre façon de parler ou que les choses sont plus difficiles ici.

Les facteurs sont multiples et les visions différentes, certaines contradictoires et

d'autres complémentaires. Il ne s'agit pas d'un problème temporaire, ni d'un phénomène imputable aux derniers gouvernements ou aux crises économiques de la dernière décennie. Le *malaise* andalou est vieux de plusieurs siècles et s'inscrit dans l'identité de notre peuple. L'Andalousie ne peut être comprise sans le *malaise* andalou.

Mais comme je l'ai dit, le *malaise* andalou n'est pas seulement un sentiment, c'est un fait matériel. Ce *malaise* a une base réelle. Regardons quelques données.

En 2024, le nombre de personnes en risque de pauvreté en Andalousie est le plus élevé d'Espagne (1), le taux AROPE qui mesure le pourcentage de personnes en risque de pauvreté (2) ou d'exclusion sociale est également le plus élevé d'Espagne (3) et le nombre de personnes ayant des difficultés à joindre les deux bouts est supérieur de 7 points à la moyenne nationale (4).

Le taux de chômage est beaucoup plus élevé que la moyenne de l'État, les salaires sont nettement inférieurs à la moyenne de l'État, six des dix municipalités aux revenus les plus faibles de l'État sont andalouses et même l'espérance de vie est plus faible.

C'est donc un fait qu'il existe en Andalousie une situation spécifique d'appauvrissement et d'inégalité dont souffrent directement les classes populaires et que l'Andalousie a joué un rôle de périphérie politique, sociale, économique et culturelle au sein de l'État espagnol.

La question est maintenant de savoir comment ce *malaise* andalou fonctionne politiquement, quelle est sa signification, comment il est canalisé et à qui il profite.

Les mauvaises réponses

Au cours des dernières décennies, différentes réponses politiques au malaise sécu-



Jose Ignacio García

Jose Ignacio García est militant d'Anticapitalistas Andalucía (Anticapitalistas est la section espagnole de la IVe Internationale), élu au Parlement andalou et porte-parole d'Adelante Andalucía.

laire de l'Andalousie et à la situation spécifique d'oppression vécue par les classes populaires andalouses sont apparues.

À l'heure actuelle, nous pouvons distinguer trois catégories principales de réponses au *malaise* andalou, qui sont terriblement erronées et qui nous mènent dans des voies sans issue, comme je le décrirai ci-dessous.

Le premier de ces groupes pourrait être appelé le chauvinisme identitaire. Il s'agit de la tendance à placer la culture et l'identité au centre de la question andalouse comme une cause et non comme une conséquence de l'évolution matérielle et historique de notre peuple. Dans ce type de réponse, la cause de notre oppression est notre culture et notre façon d'être.

Cette réponse se décline en deux versions. L'une, profondément réaction-

1) « L'état de la pauvreté en 2024 ». Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Espagne.

2) Idem.

3) Idem.

4) Idem.

Question nationale – “régionalisme”

naire et classiste, affirme plus ou moins explicitement que la responsabilité de la situation socio-économique de l'Andalousie réside dans les prétendues caractéristiques culturelles des classes populaires andalouses. L'autre version, prétendument plus progressiste, est une forme d'autosatisfaction de la situation de l'Andalousie – se rattachant au mythe de l'Andalousie exotique ou orientale si typique du 19^e siècle –, nie le *malaise* andalou et présente l'Andalousie comme un paradis de vertus où il fait bon vivre, précisément en raison de notre culture et de notre identité.

Ces deux visions du chauvinisme identitaire sont profondément ancrées dans la population andalouse et dans le reste de l'Espagne et nous conduisent à la même impasse et à la même paralysie.

Sur la scène politique andalouse, ces éléments ont été particulièrement utilisés dans leur version la plus prétendument progressiste par des positions politiques qui suggèrent une sorte de régionalisme andalou interclassiste qui présente la libération andalouse comme une conséquence directe d'un développement culturel et identitaire particulier, en ignorant la question des classes, de la libération sociale et de la construction même du régime espagnol, comme je l'expliquerai plus loin.

Un deuxième groupe de réponses erronées au *malaise* andalou est ce que nous pourrions appeler l'anti-catalanisme. Cette idée est profondément ancrée dans la société andalouse et c'est l'élément le plus utilisé par l'État espagnol pour canaliser l'agitation andalouse.

Ces réponses sont basées sur l'idée que l'origine de la situation d'oppression économique de l'Andalousie se trouve dans le développement d'autres territoires en Espagne. Elles partent d'un fondement réel – celui des rôles différents joués par les territoires et les nations dans la construction de la notion même d'Espagne et du sacrifice de certains d'entre eux – pour désigner le peuple catalan (ou basque) dans son ensemble comme l'ennemi d'une Espagne dont l'Andalousie serait le fer de lance, la zone la plus lésée par toute revendication nationale de l'une ou l'autre des nations sans État.

Mais l'idée qui sous-tend cette réponse erronée est un fort interclassisme. La conception des nations, des peuples ou des territoires comme un tout univoque et homogène avec des intérêts égaux, comme s'ils n'étaient pas liés à la classe sociale. Un territoire prétendument privi-

légié est présenté dans la construction territoriale de l'État comme s'il s'agissait de son peuple, et non d'une classe sociale qui dirige à la fois ici et dans l'État, et qui est responsable du rôle joué par l'Andalousie.

Le plus curieux est que l'État qui « répartit » n'est pas pointé du doigt. Cette théorie est toujours dirigée contre la Catalogne (ou Euskadi) mais jamais contre l'État. Pourquoi ? Parce qu'au cœur de cette vision, il n'y a pas une défense de l'Andalousie en soi, mais de l'Andalousie comme fer de lance de l'Espagne, comme la plus espagnole des « Espagnes ».

C'est actuellement l'axe fondamental du discours de la droite et de l'extrême droite en Andalousie, incluant la création d'un nouveau régionalisme andalou conservateur qui tente de redéfinir les symboles, l'histoire et l'identité andalouses.

Nous trouvons un troisième groupe de mauvaises réponses : *ce n'est qu'une question de classes sociales*. Ses partisans en viennent à proposer une résolution plus simple de la question : la nier. Ils affirment simplement qu'il n'y a pas de problème territorial en ce qui concerne l'Andalousie et que tous les indices socio-économiques de l'Andalousie répondent exclusivement à la question des classes, niant ainsi l'oppression spécifique de l'Andalousie. Tant sur le plan matériel que sur le plan culturel.

Cette réponse a généralement été défendue par la gauche centraliste, à la fois les plus socio-libéraux et ceux historiquement regroupés autour du Parti communiste espagnol, ou maintenant Sumar/Izquierda Unida ou Podemos. Bien qu'ils se réfèrent généralement aux luttes andalouses des années 1970 et 1980, ils y font toujours allusion comme à une lutte du passé, appréhendée avec nostalgie et dans le contexte particulier de la transition espagnole et de sa défense. Elles ne sont jamais évoquées comme un problème actuel ou comme une oppression majeure qui croise la question de la classe ou du patriarcat.

En somme, ils nient l'existence d'un *malaise* andalou endémique, il n'y a donc pas pour eux de question nationale andalouse mais simplement la question de la classe ouvrière en Espagne.

Cette réponse refuse de comprendre la

composition des classes populaires andalouses, leur situation socio-économique et donc leurs expressions culturelles, identitaires, politiques et combatives. C'est un refus de comprendre la situation en Andalousie.

Face à ces trois réponses erronées, il convient de s'interroger sur l'origine et le développement du *malaise* andalou et sur son maintien.

L'origine du *malaise* andalou

Il est courant, lorsqu'on parle de l'Andalousie, de dire qu'il s'agit d'une terre « arriérée », de souligner que la clé pour comprendre la situation socio-économique de l'Andalousie est qu'elle est « sous-développée ». Ainsi s'insinue l'idée largement répandue selon laquelle le développement économique est une échelle univoque, à sens unique, dans laquelle l'Andalousie se trouve simplement à quelques échelons du reste de l'État espagnol.

Cette idée, qui est largement utilisée dans l'analyse de nombreuses régions du monde, est très utile pour maintenir le *statu quo*, ce qui est bénéfique pour les

“L'État espagnol s'est constitué comme un artefact au bénéfice d'une classe sociale qui s'est formée au fur et à mesure que le capitalisme se développait, et qui tirait profit de ce processus.”

classes dirigeantes qui profitent de la façon dont l'État espagnol a été construit, en termes de classes et de territoire.

Elle leur est très utile pour deux raisons principales : premièrement, parce qu'elle nous place, nous les victimes du *malaise* andalou, dans une position purement passive, puisque nous ne pouvons qu'attendre

que l'évolution naturelle nous fasse gravir l'échelle du développement ; deuxièmement, parce qu'elle ne nous montre qu'une seule voie possible : le développement le long de cette échelle à sens unique, le long de laquelle d'autres territoires ont déjà progressé avant nous.

C'est essentiellement faux. Et ce, pour une raison fondamentale : l'Andalousie n'est pas sous-développée. L'idée que l'origine de la situation de l'Andalousie est qu'elle est arrivée tardivement au développement capitaliste parce que les structures sociales, économiques et politiques d'une période précapitaliste s'y sont prolongées, est fautive.

Comme le soulignent des auteurs tels que Delgado Cabeza, Arenas Posadas et García Jurado, non seulement l'Andalousie

Question nationale – “régionalisme”

n'est pas arrivée tardivement au développement du capitalisme, mais elle a joué un rôle de pionnier dans le développement du capitalisme dans la péninsule ibérique.

La conquête et la colonisation castillane de l'Andalousie entre le 11e et le 15e siècle et la colonisation ultérieure de l'Amérique à partir des côtes andalouses ont jeté les bases de la construction, entre le 15e et le 18e siècle, d'un développement particulier du capitalisme que des auteurs comme García Jurado appellent le « *capitalisme seigneurial andalou* », dans lequel un processus de prolétarianisation précoce de la main-d'œuvre, la privatisation et la clôture des terres et l'importance du marché (5) sont apparues très tôt.

À cela s'ajoutent les institutions politiques issues de la conquête d'Al-Andalus, qui jouent le rôle de garant de la propriété privée des moyens de production, notamment de la terre, et d'une répression brutale au bénéfice des élites.

Très tôt est apparu le « problème de la terre », qui était déjà utilisée comme marchandise, avec des ouvriers sans terre prolétariés par la spoliation des terres et qui a atteint son apogée au début du 19e siècle avec le désamortissement (6).

À partir du 17e siècle, le chômage est apparu comme un problème structurel et majeur en Andalousie (7), où il existait une énorme classe de journaliers totalement dépossédés des moyens de production et obligés de vendre leur force de travail pour survivre.

Ce développement précoce du capitalisme en Andalousie, en lien avec les institutions héritées de la conquête d'Al-Andalus, la formation d'une classe sociale mêlant la seigneurie castillane et le problème de la terre et du commerce avec la colonisation de l'Amérique, ont eu un effet sur tous les aspects de la société andalouse.

C'est précisément ce développement particulier du capitalisme andalou qui façonne les structures sociales, la démographie, la culture, les secteurs économiques et l'identité de l'Andalousie.

Et à son tour, c'est ce qui façonne l'Andalousie en tant que nation. En ce sens, il est intéressant d'observer l'Andalousie à la lumière de ce que Gramsci a écrit sur la question méridionale. Il a compris que l'Italie du Sud fonctionnait, sur le plan politique et économique, comme une « *immense campagne, par opposition à l'Italie du Nord, qui fonctionne comme une immense ville* » (8). Et c'est précisément ces caractéristiques économiques et poli-

tiques et le rôle joué par le Sud qui ont formé et développé une question nationale pour le Sud. Il en va de même en Andalousie, où un fait national s'est constitué sur la base d'éléments matériels, sur un développement particulier du capitalisme qui a façonné toutes les structures sociales et l'identité nationale.

Ainsi, l'État espagnol moderne repose sur deux questions étroitement liées : la classe et le territoire. L'État espagnol, et la notion même d'Espagne, se sont constitués comme un artefact au bénéfice d'une classe sociale qui s'est formée au fur et à mesure que le capitalisme se développait, et qui tirerait profit de ce processus.

Et qui, en même temps, il se construisait sur la base d'une distribution territoriale des secteurs économiques, des bénéfiques et des politiques, qui génèrent directement des territoires sacrifiés. L'Andalousie était l'un de ces territoires.

La clé de cette construction territoriale de l'État espagnol a été et continue d'être l'extractivisme. C'est la relation constituée avec certains territoires, transformés en zones sacrifiées par le biais d'un capitalisme purement extractif.

L'Andalousie sert de lieu d'extraction de matières premières manufacturées dans d'autres lieux, elle sert de zone d'implantation pour les industries les plus polluantes, de décharges dangereuses ou de stockage de déchets nucléaires (le seul cimetière nucléaire de l'État se trouve en Andalousie). Nous sommes également un territoire d'où l'on extrait une main-d'œuvre bon marché grâce à l'émigration de millions de personnes ou dans lequel on place certains secteurs productifs qui génèrent peu de valeur ajoutée, ont un impact environnemental énorme et répartissent très mal la richesse, comme le tourisme ou la construction. Le même processus peut être observé dans l'extraction de revenus par le biais du logement, le territoire étant le plus touristique d'Europe, ou au niveau culturel avec l'appropriation de la culture andalouse en tant que culture espagnole, avec l'exemple flagrant du flamenco.



Le Syndicat des ouvriers agricoles, Sindicato de Obreros del Campo, aujourd'hui SAT (Sindicato Andaluz de Trabajadores/as) a joué un rôle très important dans les mobilisations paysannes depuis la fin des années 70.

Par conséquent, l'Andalousie n'est pas arrivée tardivement au capitalisme, et elle n'est pas non plus en retard. L'Andalousie joue un rôle pionnier et fondamental dans le capitalisme espagnol, elle joue un rôle de périphérie en expropriation permanente. L'Andalousie a été et est sacrifiée quotidiennement au profit de la classe sociale qui dirige l'État. Pour reprendre l'idée de Manuel Delgado Cabeza, l'Andalousie n'est pas arriérée, mais elle est l'arrière-cour du développement des autres.

Comme nous l'avons souligné, les bénéficiaires du rôle de l'Andalousie ne sont pas les classes populaires du nord de l'État, de la Catalogne, du Pays basque ou de Madrid. Les bénéficiaires de tout ce processus de construction territoriale

5) *Aproximación al capitalismo andaluz*, Oscar García Jurado.

6) Le désamortissement ou désamortisation (*desamortización* en espagnol) est un processus économique entamé en Espagne à la fin du 18e siècle par Manuel Godoy et qui s'est prolongé jusqu'au 20e siècle, consistant à mettre aux enchères publiques des terres et des biens improductifs détenus dans l'immense majorité des cas l'Église catholique ou les ordres religieux, qui les avaient accumulés par le biais de nombreux legs ou donations, ainsi que des propriétés foncières appartenant à la noblesse.

7) Oscar García Jurado, *idem*.

8) Gramsci, Antonio. « Rapport sur le troisième congrès du parti communiste italien », publié dans *l'Unità*, 24 février 1926. Dans « La question méridionale », Antonio Gramsci.

Question nationale – “régionalisme”

de l'État espagnol sont l'oligarchie et les élites qui profitent de cette expropriation permanente de la richesse. Les élites andalouses aussi, ne l'oublions pas.

C'est pourquoi, en Andalousie, le *malaise* andalou a une explication qui rend inséparables la question nationale et la question sociale. On ne peut comprendre l'une sans l'autre, car la configuration nationale même de l'Andalousie repose sur les intérêts de la classe privilégiée. En d'autres termes, l'intérêt des classes laborieuses andalouses passe par une transformation, subversive, du rôle de zone sacrifiée que l'État espagnol a donné à l'Andalousie, c'est-à-dire qu'il passe aussi par la libération nationale de l'Andalousie.

Ainsi, nous bannissons du chemin de la libération de l'Andalousie toute hypothèse qui indiquerait la nécessité d'une approche interclassiste de la question andalouse ou d'une alliance avec les élites andalouses ou l'oligarchie andalouse.

Il n'est pas possible, même avec une vision étapistes telle que proposée par certains courants nationalistes à d'autres moments de l'histoire, de promouvoir une sorte de « révolution nationale » en alliance avec une bourgeoisie progressiste, car celle-ci a pleinement intérêt au maintien du *statu quo*, puisque la situation d'oppression en Andalousie correspond pleinement à ses intérêts matériels.

Une souveraineté andalouse pour construire l'écosocialisme

Par conséquent, une fois que nous avons vu l'origine du *malaise* andalou et comment l'État espagnol a été configuré sur l'imbrication des privilèges de classe et de l'inégalité territoriale, dont les classes ouvrières andalouses sont les perdantes, il ne nous reste qu'une seule réponse.

Une réponse qui aurait pour objectifs simultanés la libération sociale de la classe ouvrière et le dépassement du rôle de périphérie extractive dont souffre l'Andalousie. De plus, elle incorporerait de manière intersectionnelle la lutte contre l'oppression hétéropatriarcale subie par les femmes et les personnes LGTBIQ+, l'antiracisme, tout cela dans le cadre de la crise écologique d'une planète aux ressources limitées.

C'est là que le concept de souveraineté entre en jeu. Pour l'expliquer, je cite Nancy Fraser lorsqu'elle explique que la

clé est de savoir comment et qui décide de l'utilisation de ce qui reste une fois qu'on a reproduit la vie et reconstitué ce qui a été dépensé. Fraser souligne que « *la manière dont une société utilise ses capacités excédentaires est centrale : elle soulève des questions fondamentales sur la manière dont les gens veulent vivre – où ils choisissent d'investir leurs énergies collectives, comment ils entendent équilibrer le “travail productif” avec la vie de famille, les loisirs et d'autres activités – ainsi que sur la manière dont ils aspirent à se comporter avec la nature non humaine et sur ce qu'ils entendent léguer aux générations futures. Les sociétés capitalistes ont tendance à laisser ces décisions aux “forces du marché”* » (9).

C'est précisément en Andalousie que nous subissons une double usurpation de la capacité à décider, de la souveraineté, sur tout ce qui est important dans la société. D'une part, en subissant un modèle économique, le capitalisme, qui accorde cette souveraineté aux « forces du marché » ; et d'autre part, en subissant un type de capitalisme, extractif et périphérique, qui nous place dans une situation de dépendance totale et d'infériorité. En tant qu'hommes et femmes de la classe ouvrière et de l'Andalousie, la subalternité est double.

Carlos Arenas Posadas a dit (et j'ai lu Oscar García Jurado) que « *les peuples pauvres sont ceux qui n'ont pas la liberté de gérer leurs ressources, ceux qui n'ont pas les moyens de développer pleinement leur potentiel* ».

Par conséquent, l'idée de souveraineté que nous devons défendre est précisément cela. La capacité des sujets politiques à décider démocratiquement comment, quoi, combien et quand produire, comment distribuer démocratiquement, comment utiliser notre temps, nos corps et comment nous relier les uns aux autres, aux autres sujets politiques, aux animaux non humains et à la planète.

Celles et ceux qui souffrent de ces oppressions croisées entre classe, nation andalouse, hétéropatriarcat et race sont les classes populaires andalouses et, à ce titre, sont constituées en tant que sujet politique pour lequel nous revendiquons la souveraineté.

La seule réponse utile pour les classes populaires andalouses est donc cette idée de souveraineté comme projet politique qui mise sur la capacité à décider de nos vies dans le but de renverser l'oppression de classe et le rôle de périphérie extrac-

tive, c'est-à-dire l'oppression nationale, que nous subissons en Andalousie.

Une telle souveraineté impliquerait de décider de notre propre voie, qui ne consiste pas à continuer à gravir l'échelle du développement capitaliste. Il ne s'agit pas de promouvoir un développement avec les mêmes valeurs et paramètres que ceux suivis par d'autres territoires, mais plutôt de le renverser.

De promouvoir un développement endogène écosocialiste, en partageant les richesses, selon les clés indiquées par l'économie écoféministe et en affrontant la crise climatique et énergétique de manière équitable, dans une relation saine avec la planète.

Seule cette proposition, qui comprend que l'oppression de classe en Andalousie ne peut être envisagée qu'en recoupant le fait national andalou et la construction territoriale de l'État espagnol qui condamne l'Andalousie à l'extractivisme, a le potentiel de comprendre l'identité même du peuple andalou.

Le peuple andalou a été façonné par des processus historiques et par le développement économique et social. C'est précisément ce processus qui a généré ses caractéristiques, ses éléments culturels, ses institutions sociales, ses expressions de toutes sortes, ses traditions et son identité. Tout ce processus constitue un fait complexe, contradictoire et différencié, avec ses propres expressions et une réalité différenciée.

La seule façon d'essayer de l'organiser et d'avancer vers une rupture avec le capitalisme pour façonner une Andalousie écosocialiste sera de comprendre ce fait national et de formuler une proposition pour résoudre ses contradictions : la souveraineté andalouse pour l'écosocialisme.

Si, par contre, la gauche de transformation sociale continue à ne pas comprendre la question nationale andalouse, il sera impossible non seulement que l'Andalousie cesse de souffrir des douleurs, silencieuses et séculaires, qui provoquent ce *malaise* andalou, mais il ne sera jamais possible non plus de se connecter réellement avec le seul peuple capable de surmonter ce *malaise* : la classe ouvrière andalouse.

Il ne sera jamais possible de transformer un peuple qui ne se comprend pas. En tant que révolutionnaires, notre obligation est de faire la révolution écosocialiste dans le lieu et le moment historique où nous vivons. Notre lieu s'appelle l'Andalousie. ■

Le 16 décembre 2024

9) Nancy Fraser, *Le capitalisme est un cannibalisme*, 2025.

Le « monde multipolaire » : un euphémisme pour soutenir les multiples impérialismes

« Les impérialistes ne se battent pas pour des principes politiques mais pour des marchés, des colonies, des matières premières, l'hégémonie sur le monde et toutes ses richesses »
— Léon Trotsky, 1938

Par Frederick Thon Ángeles,
Manuel Rodríguez Banchs,
Jorge Lefevre Tavárez

Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, parmi les nouveaux mythes de l'idéologie du capitalisme tardif – du côté de la « fin de l'histoire » et de la vigueur nouvelle du « libre marché » – est apparu le concept de « monde unipolaire ». En bref, on a prétendu qu'avec la fin de la guerre froide entre les deux « camps » rivaux, le camp capitaliste (représenté principalement par les États-Unis) et le camp dit « socialiste » (qui comprenait l'Union des républiques socialistes soviétiques, la Chine, le Vietnam, Cuba, la Corée du Nord, etc.), nous allions passer à un monde avec un seul « camp », ou un seul pôle, un monde « unipolaire », dans lequel le capitalisme était montré comme triomphant sur toute la surface de la terre. Mais, en fait, on parlait rarement du « capital » comme force dominante. Cette domination avait plutôt un visage national : celui des États-Unis d'Amérique. En ce sens, et malgré les multiples acceptions du terme, lorsqu'on parle du monde unipolaire après la chute du bloc soviétique, on fait surtout référence à un monde dominé par l'hégémonie américaine (1).

Le déclin étatsunien

Cette notion d'hégémonie américaine doit cependant être nuancée. En effet, s'il est vrai que les États-Unis étaient la

première puissance à la fin du 20^e siècle, il est également vrai qu'il s'agissait d'une puissance qui montrait déjà une tendance au déclin. Depuis la récession de 1973-1974, leur influence sur le marché mondial commençait à s'affaiblir, tandis qu'ils subissaient d'humiliantes défaites militaires, principalement représentées par la guerre du Vietnam, sans oublier leurs échecs répétés dans leurs tentatives de renverser la révolution cubaine. Avec la récession de 1973-1974, le capitalisme mondial a entamé une longue onde de développement ralenti, c'est-à-dire une période prolongée au cours de laquelle le capitalisme mondial connaît, dans le cadre de ses fluctuations récurrentes, une croissance faible. En effet, l'une des caractéristiques des ondes longues de ralentissement du développement du capitalisme est l'affaiblissement de la puissance hégémonique.

“ Dans toute cette compétition entre pays impérialistes, quel que soit le gagnant, il y a toujours un seul et même bénéficiaire : le capital. ”

Quelques années plus tard, une nouvelle récession (1981-1982) a démontré la fragilité persistante du système économique capitaliste. L'effondrement du bloc soviétique qui a suivi a donné un grand répit au capitalisme mondial, car le capital s'est étendu à des zones géographiques auparavant dominées par la planification économique bureaucratique de l'URSS, augmentant ainsi rapidement ses profits durant un moment. L'effondrement du bloc soviétique signifiait en outre que le capitalisme avait triomphé sur le marché mondial. Il est donc vrai que vers la fin du 20^e siècle le système de production capitaliste a



Frederick Thon
Ángeles

Frederick Thon Ángeles, économiste, est membre de la Jeunesse écosocialiste (JECO) de Democracia Socialista (section de Porto Rico de la IV^e Internationale). Manuel Rodríguez Banchs, avocat, est membre de la Commission politique de Democracia Socialista (Porto Rico). Jorge Lefevre Tavárez, écrivain et enseignant, est vice-président du syndicat la Asociación Puertorriqueña de Profesores Universitarios. Les trois auteurs font partie de la rédaction de la revue électronique de Democracia Socialista, *Momento Crítico*. Cet article a été d'abord publié le 11 juin 2023 par Momento Crítico. Traduit par Jan Malewski.

été couronné champion. Il est également vrai que les États-Unis en sont toujours la puissance principale. Ce qui est faux, c'est de confondre ces deux affirmations et de supposer que les États-Unis sont restés une puissance mondiale hégémonique. Ce ne sont pas les États-Unis qui sont devenus hégémoniques, mais le capital.

1. Nous utilisons le terme « hégémonie » dans son sens habituel, à savoir « la suprématie qu'un État exerce sur les autres ». Nous n'utilisons pas le terme « hégémonie » dans le sens donné par Antonio Gramsci, bien qu'à certains moments du document nous appliquions sa conceptualisation.

Une nouvelle phase

Même avant la grande récession de 2008, l'hégémonie américaine était mise à mal par le développement de nouveaux acteurs mondiaux, principalement la Chine, dans son processus continu de restauration capitaliste et d'expansion impérialiste à travers le monde. Il y avait également des projets d'intégration mondiale, tels que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ou l'Alliance bolivarienne et la CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), qui ont fait progresser la façon dont les marchandises étaient échangées au niveau mondial et ont même évoqué la possibilité de créer de nouvelles banques mondiales pour défier le dollar et le système financier américain.

Mais le système de production capitaliste génère lui-même des contradictions qu'il ne peut surmonter, ce qui implique des crises économiques et politiques périodiques. À son tour, la récurrence des crises brise toute hégémonie qui semble absolue ou incontestable. Les éléments à l'origine de la crise de 1973-1974, même s'ils ont pu être contenus, n'ont pas pu être stoppés, et avec la grande récession de 2008, les faiblesses profondes du système économique actuel sont réapparues au grand jour.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où de nombreuses personnes et forces critiques du capitalisme étatsunien reconnaissent l'existence d'un monde «multipolaire». Lorsqu'ils parlent d'un monde multipolaire, ils font référence à un moment historique qui s'éloigne de l'ancien monde unipolaire, dans lequel de nouvelles puissances économiques («nouveaux acteurs géopolitiques») remettent en question la domination des États-Unis au niveau mondial. La Chine, puissance montante depuis la fin du 20^e siècle, est désormais rejointe par la Russie, et des projets de coopération internationale tels que les BRICS sont de nouveau à l'ordre du jour.

Regarder le passé pour comprendre le présent

Face à cette nouvelle situation, comment la gauche révolutionnaire doit-elle réagir ? Pour répondre à cette question, il est utile de rappeler brièvement ce qui s'est passé dans l'histoire du capitalisme avant l'hégémonie américaine.

La longue vague de ralentissement du développement du début du 20^e siècle a vu l'affaiblissement de ce qui était autre-

fois la grande puissance capitaliste, le Royaume-Uni. Dans ce processus d'affaiblissement, à l'époque que la théorie marxiste qualifie d'ère (ou phase) de l'impérialisme, les puissances capitalistes montantes qui défiaient le Royaume-Uni ont cherché à accroître leur domination. C'est ainsi que se sont produites les Première et Seconde Guerres mondiales, deux guerres résultant de l'expansion des intérêts du capital monopoliste. Les multiples impérialismes ont donc conduit à des guerres mondiales. Le fait que la concurrence entre les différents secteurs du capital monopoliste conduise à la guerre a été au cœur de toute l'analyse de cette période de l'histoire du capitalisme par le marxisme révolutionnaire (Lénine, Luxemburg, Trotsky). Le marxisme révolutionnaire a refusé de prendre parti pour une quelconque puissance impérialiste – il a rejeté l'impérialisme dans son ensemble et sous toutes ses formes.

Ce n'est qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale que les États-Unis sont devenus la puissance mondiale hégémonique, et ce dans une période de transformation de l'économie mondiale. Cette période a été marquée par une croissance économique sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Après la Seconde Guerre mondiale, une longue vague de développement accéléré a commencé, caractérisée par l'hégémonie des États-Unis au niveau du marché mondial capitaliste, et cela a duré un peu plus de trois décennies. La récession de 1973-1974 a marqué le passage de cette onde longue de développement accéléré à une onde longue de développement ralenti.

Nouvelles concurrences

Comparons donc ces deux ondes longues de décélération du développement. Dans l'une, nous avons l'affaiblissement du Royaume-Uni en tant que puissance capitaliste, la montée de nouvelles puissances impérialistes (principalement en Europe, mais aussi le Japon et les États-Unis), des guerres mondiales entre les puissances impérialistes comme mécanismes d'exercice de



Manuel Rodríguez Banchs

leur domination. D'autres pays s'alignent sur ces puissances. Dans l'autre, nous avons l'affaiblissement des États-Unis en tant que puissance capitaliste, la montée de nouvelles puissances impérialistes (Chine, Russie), le début des menaces de guerres mondiales entre les puissances impérialistes comme mécanismes pour exercer leur domination. Autour de ces puissances, d'autres pays s'alignent. Dans tout ce panorama, dans toute cette compé-

“*La concurrence entre ces différents pays impérialistes ne représente pas une lutte entre des pôles aux visions antagonistes, mais des conflits interimpérialistes et capitalistes, dont la rivalité ne cesse de s'intensifier dans une conjoncture mondiale de stagnation et de baisse des taux de profit.*”

titition entre pays impérialistes, quel que soit le gagnant, il y a toujours un seul et même bénéficiaire : le capital.

Comme nous l'avons indiqué, de nombreux secteurs critiques du capitalisme étatsunien – peut-être même la majorité à Porto Rico – se réfèrent aux aspects positifs du supposé monde multipolaire. Ce nouveau monde, nous disent-ils, compte de multiples

puissances, principalement les États-Unis, la Chine et la Russie. Nous ne sommes plus dans une vision hégémonique unique, mais dans un monde pluriel et, d'ailleurs, face aux atrocités commises par les États-Unis, il est bon que cette puissance perde de sa force.

Cependant, ces affirmations comportent de multiples erreurs. Tout d'abord, l'affaiblissement des États-Unis est une réalité de la crise actuelle du capitalisme et de son onde longue de développement ralenti. Le renforcement de nouvelles forces impérialistes ou potentiellement impérialistes l'est également. Il n'a pas grand-chose à voir avec le succès ou l'échec d'autres pouvoirs



**Jorge Lefevre
Tavárez**

économiques capitalistes. Deuxièmement, aucun de ces pays ne remet en cause le système de production capitaliste. Ce qu'ils font, c'est réintroduire la concurrence entre les pays impérialistes, comme au début du 20^e siècle. Or, la concurrence entre pays impérialistes ne fait qu'ouvrir la voie à des guerres mondiales. Le conflit actuel en Ukraine en est l'exemple le plus récent. Et les atrocités que ces nouvelles puissances ont commises et commettent ne peuvent être ignorées. Considérer la Russie et la Chine (ou leurs alliés comme le Nicaragua) comme des forces anti-impérialistes parce qu'elles « défient » la puissance des États-Unis, c'est perdre de vue qu'elles ne cherchent qu'à déshabiller un saint pour en habiller un autre, ou plutôt s'habiller elles-mêmes en tant que nouvelles puissances impérialistes.

Une partie de l'argument consiste à dire que le monde unipolaire a reposé sur l'hégémonie des États-Unis après la chute du bloc soviétique. Cependant, nous pensons qu'il est plus précis de reconnaître que c'est l'hégémonie n'a jamais eu lieu, que l'on faisait plutôt face à une puissance impérialiste, toujours dominante, mais dans un

processus aigu d'affaiblissement. Nous ne passons donc pas d'un monde unipolaire à un monde multipolaire, nous assistons simplement à la détérioration continue d'une puissance impérialiste, détérioration qui a commencé dans les années 1970.

D'autre part, si l'on se réfère au monde unipolaire, non pas dominé par les États-Unis, mais par le capital, la réalité actuelle serait la suivante : la concurrence entre ces différents pays impérialistes ne représente pas une lutte entre des pôles aux visions antagonistes, mais des conflits interimpérialistes et capitalistes, dont la rivalité ne cesse de s'intensifier dans une conjoncture mondiale de stagnation et de baisse des taux de profit.

La division du monde en « pôles » ou en « camps » a le grand désavantage de le segmenter sur la base de l'équilibre des forces globales exprimées politiquement par les différents États-nations. Les différents acteurs sociaux de chaque pays sont exclus de cette carte, qu'il s'agisse des mouvements révolutionnaires dans les pays impérialistes – avec lesquels la gauche révolutionnaire doit s'allier et qu'elle doit soutenir – ou des résistances à la bureaucratisation et à la restauration capitaliste dans les pays autrefois dits « socialistes », ou encore des luttes populaires contre les gouvernements associés aux nouvelles puissances impérialistes. La définition facile des nations structurées par pôle ou par camp, bien qu'elle puisse être utile pour sa schématisation géopolitique du monde, s'éloigne également de l'analyse marxiste centrée sur les relations sociales et les forces productives. Elle remplace les relations entre les peuples en lutte par des relations avec les représentants de ces États-nations (2).

Face au campisme, la lutte contre le capitalisme

En ce qui concerne les grandes puissances capitalistes, la gauche révolutionnaire ne doit ni aspirer à la concurrence entre pays impérialistes, ni souhaiter l'existence d'un pays capitaliste hégémonique, mais lutter contre la domination du capital. La conjoncture politique et économique devra retracer les spécificités de chaque moment, mais le rejet de l'impérialisme dans toutes ses manifestations est une position de principe. Et le rejet (pas seulement rhétorique) de l'impérialisme devrait également impliquer un soutien aux luttes populaires dans les différents coins du monde et une défense intransigeante des droits et libertés démocratiques.

En ce qui concerne les pays « périphériques » qui s'alignent sur l'une de ces forces (principalement les États-Unis d'un côté, la Russie et la Chine de l'autre), la position ne change pas. La dictature réactionnaire de Daniel Ortega ne représente pas une menace pour le capitalisme et il ne faut pas non plus la soutenir en raison de sa rhétorique « anti-impérialiste ». Bien au contraire, dans la mesure où elle se présente comme une force de gauche, elle ne fait que retarder la lutte au niveau international, tout en violant les droits démocratiques les plus élémentaires dans son pays.

Par conséquent, la gauche qui soutient ce nouveau « monde multipolaire », et qui même sympathise avec les nouvelles puissances impérialistes (Chine, Russie) ou leurs alliés, ne fait que répéter les erreurs de la droite de la social-démocratie à l'époque des guerres mondiales et de l'impérialisme de la première moitié du 20^e siècle. Une telle gauche déforme les principes révolutionnaires du marxisme de telle sorte qu'elle l'éloigne de la lutte pour le socialisme et ouvre la voie à la guerre et à la destruction. ■

Le 11 juin 2024



Kremlin.ru, CC BY 4.0

2. Dans le domaine des études sur les relations internationales, il existe à gauche des exceptions à cette vision de « camps » ou de « pôles » mondiaux. Quelques exemples : Robert W. Cox, « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory » (*Millennium* vol. 10, n° 2) ; Benno Teschke, *The Myth of 1648 – Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations* (Verso, 2009) ; Justin Rosenberg, « International Relations in the prison of Political Science » (*Sage Journals* vol. 30, n° 2) et « Debating uneven and combined development/debating international relations : A Forum » (*Sage Journals* vol. 50, n° 2).

La gauche moderne doit changer fondamentalement d'approche en matière de politique technologique

Au 21^e siècle, la technologie s'est développée rapidement. Je dirais même qu'en termes d'avancées technologiques, nous vivons l'époque la plus fascinante de notre époque. La gauche devrait s'y intéresser de près si elle veut vraiment changer le monde.

Par
Ilias Akhmedov

L'intelligence artificielle s'intègre progressivement dans nos vies et nos emplois, nous aidant à apprendre, à étudier et à travailler. L'impression 3D est devenue si efficace qu'elle permet même de construire des maisons. Les réseaux sociaux sont devenus une partie importante de nos vies et nous permettent d'entrer beaucoup plus facilement en contact avec des personnes du monde entier. L'industrie de la robotique s'est intégrée dans des processus clés tels

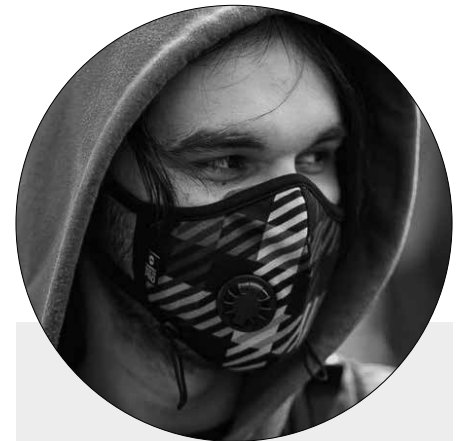
“ *Il est temps de repenser fondamentalement l'approche de la gauche en matière de politique technologique en abandonnant l'idéologie socialiste standard du rôle dominant de l'État* ”

que les opérations médicales, et l'industrie des drones a révolutionné nos vies – à la fois dans et hors la guerre.

Nous ne sommes pas la seule génération à être témoin d'un tel niveau d'innovation. D'une certaine manière, l'humanité est passée par là à de nombreuses reprises : la machine à vapeur, l'électricité, l'électronique – et j'en passe – ont changé nos vies et sont devenues un élément essentiel de l'économie et de l'industrie, à l'instar de la technologie moderne.

Cependant, il existe une différence fondamentale : le plus souvent, les changements sociaux et culturels ne sont pas aussi rapides. Ce phénomène est appelé « progrès accéléré ». Dorothy Neufeld, dans son analyse des six cycles d'innovation que l'humanité a traversés depuis le 18^e siècle, a également souligné que chaque cycle prend 5 à 10 ans de moins que le précédent pour être achevé.

Si la réduction de la durée de chaque cycle d'innovation peut sembler bienvenue, l'aspect sociétal, comme l'acceptation de la technologie et sa réglementation, n'est pas toujours au rendez-vous. Malheureusement, il s'agit d'un problème majeur pour la plupart des partis et mouvements de gauche dont le bilan est loin d'être idéal, soit parce qu'ils ignorent complètement les principales politiques



Ilias Akhmedov

Ilias Akhmedov est ingénieur en logiciel embarqué et activiste pirate, coopérant avec Open Rights Group. Cet article a été publié par Commons. Traduit par Laurent Creuse.

qui profiteraient à beaucoup, soit parce qu'ils adoptent une position erronée. Cela ne fera que provoquer une plus grande déréglementation du secteur technologique sans une véritable opposition, conduisant à la « merdification » (1) grâce à des politiciens d'un large spectre (gauche européenne, centristes de l'ALDE (2), centre-droit du PPE et l'aile droite de l'ECR) qui ont reçu de l'argent du lobbying des grandes entreprises technologiques. (3)

Par conséquent – et je le dis en tant que Pirate social-démocrate – il est temps de repenser fondamentalement l'approche de la gauche en matière de politique technologique en abandonnant l'idéologie socialiste standard du rôle dominant de

1) La « merdification » est la dégradation de qualité qui affecte progressivement les plate-formes numériques qui opèrent sur un marché biface, par exemple celles qui mobilisent à la fois des utilisateurs et des annonceurs. Dans l'article original, « enshittification ».

2) ALDE était un groupe politique du Parlement européen qui regroupait deux partis libéraux et centristes : ALDE et PDE. Il a été créé en 2004 et a disparu en 2019, remplacé par Renew Europe. Le Parti populaire européen (PPE) est un parti politique européen de centre droit à droite, inspiré par la démocratie chrétienne et le conservatisme. ECR : Conservateurs et réformistes européens (CRE ; en anglais : European Conservatives and Reformists), groupe politique européen, regroupant à l'échelle du continent un ensemble de partis eurosceptiques allant de la droite à l'extrême droite.

3) « Européennes : les dons des Big Tech favorisent les candidats libéraux », Mathilde Saliou, 3 juin 2024, Next.



Shoshana Zuboff, professeur à Harvard, écrivain américain et psychologue sociale. © Michael D. Wilson

l'État en faveur d'une politique progressiste avec des règles équitables pour tous les acteurs qui garantissent une concurrence saine. C'est là que les politiques préconisées par les partis pirates et les cas d'utilisation pratique de ces politiques seront bénéfiques. Non seulement elles permettront à la population de tirer profit du secteur technologique, mais elles créeront également un environnement qui stimulera davantage d'innovations technologiques, ce qui profitera à la société.

Briser le capitalisme de surveillance

Le terme « capitalisme de surveillance » a été inventé et popularisé par Shoshana Zuboff, professeur à Harvard, dans son essai intitulé *L'âge du capitalisme de surveillance* (Paris, Zulma, 2020). Elle le définit comme une « variante radicalement désincarnée et extractive du capitalisme de l'information » dans laquelle les données comportementales sont collectées auprès de la population à des fins d'analyse et de vente. Deux acteurs principaux propagent ce capitalisme : les grandes entreprises technologiques et les courtiers en données.

Si les grandes entreprises technologiques sont certainement engagées dans des pratiques odieuses de collecte de données, leurs pratiques ont été largement couvertes par les médias grand public. Les courtiers en données, en revanche, sont moins connus et bien pires – et c'est sur eux que porte le présent paragraphe.

Il s'agit d'entreprises qui collectent les données personnelles à partir de diverses

sources. En général, elles récupèrent les données à partir de diverses sources publiques, telles que les réseaux sociaux et les archives publiques, ou les achètent auprès de diverses sources : grandes entreprises technologiques, annonceurs, développeurs d'applications indépendants – en bref, toute personne désireuse de tirer profit des données personnelles des gens. Et théoriquement, n'importe qui peut acheter des données à un courtier : des particuliers, des entreprises dans un large éventail de domaines, les grandes entreprises technologiques elles-mêmes, ou même des gouvernements directement, y compris des gouvernements étrangers.

Cela est directement lié au modèle de publicité numérique et à la manière dont les entreprises l'utilisent pour établir des profils d'internautes. Il existe deux moyens principaux pour les annonceurs d'atteindre cet objectif.

Le premier est l'identifiant publicitaire dans les smartphones, qui est une chaîne de caractères unique disponible globalement pour toutes les autres applications installées sur un smartphone. Au début, il était configuré comme permanent et non modifiable, mais après les réactions négatives qu'il a suscitées, les entreprises l'ont rendu réinitialisable. Néanmoins, ces identifiants publicitaires ne peuvent pas être complètement

supprimés et ils permettent toujours aux développeurs d'applications de relier des informations sur vous et les services que vous utilisez.

Le deuxième est celui des cookies. Il s'agit de petits fichiers qui contiennent des données utilisateur permettant d'identifier un visiteur spécifique d'un site web. Il peut s'agir de n'importe quoi : vos préférences linguistiques, le système d'exploitation de votre appareil, le type et la version de votre navigateur, les articles de votre panier d'achat, vos données de connexion, etc. Ils sont généralement stockés localement dans le navigateur plutôt que sur le site web.

Il existe deux types de cookies :

- les cookies internes appartiennent à un site web sur lequel vous vous trouvez. Par exemple, ils peuvent reconnaître que vous aviez un article dans votre panier après avoir fermé la page d'une boutique en ligne, ou supprimer la nécessité de se reconnecter sur les réseaux sociaux. Ces cookies servent principalement à personnaliser votre expérience sur le site web en question ;

- Les cookies tiers appartiennent à un autre site web intégré à celui sur lequel vous vous trouvez actuellement afin de collecter vos données et de les utiliser à des fins de publicité ciblée. En général, les entreprises publicitaires ou les réseaux sociaux

“ Si vous collectez suffisamment de données sur un individu – par exemple, des données financières, des passe-temps, des informations sur la santé, etc. – il est alors possible de prévoir les coûts de l'assurance maladie pour une personne. ”

fournissent un code qui peut être intégré dans d'autres sites web. Par conséquent, chaque fois qu'un utilisateur visite un site web contenant ce code, un cookie est téléchargé pour suivre l'activité et le comportement en ligne de l'utilisateur sur d'autres sites web contenant également ce code. C'est pourquoi, par exemple, vous pouvez rechercher des chaussures rouges sur le site web A et, plus tard dans la journée, voir

une publicité pour les mêmes chaussures sur le site web B. Il s'agit d'une tactique de publicité en ligne connue sous le nom de « reciblage ». Cela se produit lorsque vous cliquez généralement sur l'option accepter tout lorsque la bannière de cookies apparaît sur un site web que vous visitez ; après cela, des dizaines, des centaines, voire des milliers de cookies de suivi sont stockés dans les données de votre navigateur.

Ces données sont inestimables entre de « bonnes » mains : si vous collectez suffisamment de données sur un individu – par exemple, des données financières, des passe-temps, des informations sur la santé, etc. – il est alors possible de prévoir les coûts de l'assurance maladie pour une personne. Toute déviation (par exemple, une alimentation plus malsaine) peut immédiatement se répercuter sur l'algorithme de prédiction et faire grimper les prix de l'assurance santé.

Le secteur de la santé n'est qu'un exemple de la manière dont ces informations peuvent être transformées en armes. L'une des histoires les plus troublantes de ces dernières années en matière de

“Les communications non cryptées menacent la vie privée des gens, en particulier des victimes d'abus domestiques et de discriminations LGBTQ+. Cela n'empêche pas les responsables politiques de tenter de réprimer la sécurité des communications privées.”

publicité numérique concerne un prêtre catholique qui a été évincé après que ses supérieurs ont appris qu'il utilisait une application de rencontre populaire pour les homosexuels, Grindr. Mais comment ont-ils découvert cette information ? Il s'avère qu'un journal local a réussi à mettre la main sur les données de localisation de son smartphone recueillies par des courtiers en données (qui achetaient des données aux opérateurs de téléphonie mobile et à Grindr lui-même) et, en plus, ces mêmes données de localisation ont révélé qu'il passait beaucoup de temps dans des bars à thème LGBT.

Cette question spécifique est davantage centrée sur les États-Unis que sur l'UE, où il existe au moins une certaine protection des données avec le GDPR (règlement général sur la protection des données), aussi imparfait soit-il, et la gauche a généralement soutenu de telles mesures. Cependant, dans certains cas, les courtiers en données utilisent des failles dans les législations nationales pour échapper aux règles – comme en Suède, où les entreprises peuvent bénéficier de la protection

juridique des journalistes pour échapper à la loi. Ces lacunes doivent être supprimées.

Une étape importante devrait consister à améliorer le GDPR et la loi sur les marchés numériques (DMA) en clarifiant ses dispositions, et le *position paper* (ou document de position : document par lequel une organisation expose de façon officielle sa prise de position sur un dossier en cours de discussion, dans un contexte donné afin de convaincre un auditoire que l'opinion défendue est valable et mérite d'être écoutée) des droits numériques européens (EDRI) est un bon début. Il s'agit notamment d'améliorer l'application et les procédures transfrontalières, et de faciliter la possibilité de déposer une plainte et de demander les données stockées sur un individu. En outre, au lieu de tenter de placer la publicité comportementale ciblée en ligne dans une *Sandbox* (en règle générale composant du navigateur qui sert à réduire les risques de sécurité liés à l'exécution d'applications Web) de type *rejeter tout* ou *rejeter certains cookies de tiers*, toute publicité comportementale devrait être complètement interdite.

Soutenir le cryptage de bout en bout et codifier le droit à la vie privée et au cryptage

Depuis longtemps, les hommes politiques de tous bords et de tous pays ne cessent de s'en prendre au cryptage des messageries, en invoquant différentes raisons – du terrorisme à la protection des enfants contre la maltraitance. Il s'agit d'une rhétorique paresseuse et défensive pour excuser les échecs des politiques

sociales telles que le sous-financement des services sociaux, en particulier dans le secteur des soins de santé mentale, et le manque d'investissements dans les communautés locales qui aideraient à créer des clubs d'intérêt (lecture, arts, sports, etc.). En conséquence, les adolescents se tournent vers les réseaux sociaux pour s'évader, ce qui nuit à leur santé mentale et permet aux politiciens d'accuser la technologie de tous les maux, y compris le cryptage pour dissimuler les abus commis sur les enfants.

Cependant, il est prouvé que les communications non cryptées ne font que menacer la vie privée des gens, en particulier des victimes d'abus domestiques et de discriminations LGBTQ+. Cela n'empêche pas les responsables politiques de tenter de réprimer la sécurité des communications privées. Les dernières tentatives en date sont les législations suivantes : EARN IT Act aux États-Unis, ChatControl dans l'UE (4) et Online Safety Act au Royaume-Uni. Bien que les noms des lois soient différents, leur objectif est le même : introduire une nouvelle solution pour espionner les messages privés des personnes, appelée *client-side scanning*, comme un accès *légal* aux communications cryptées de bout en bout sans les briser, malgré les preuves du contraire.

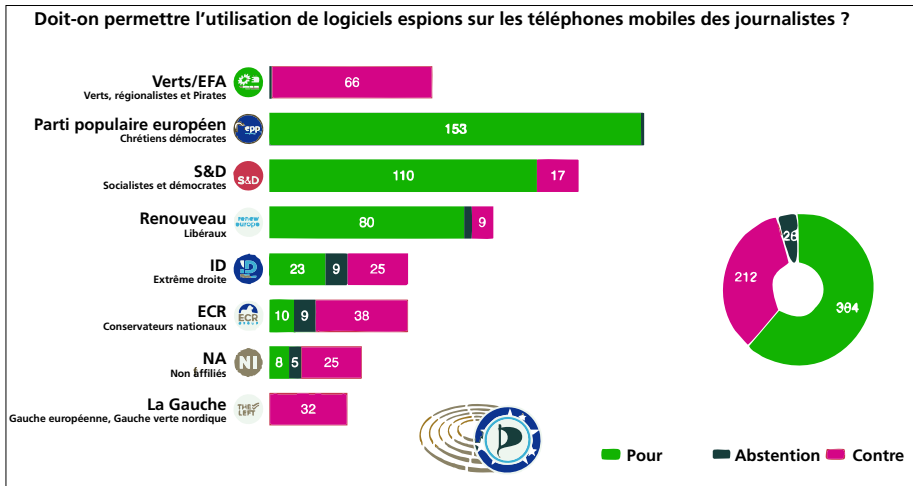
Qu'est-ce que l'analyse côté client ?

Un type de cryptage est le cryptage côté serveur, lorsque, après l'envoi du message, un processus de cryptage se produit *au milieu* et que vous faites donc confiance à l'entreprise des développeurs



Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, présente son pays comme un leader en matière de sécurité technologique.
© Bloomberg / Contributeur

4) « Traduction du dossier Chat Control 2.0 », Patrick Breyer, 31 mai 2023, *lloth.net*.



Les résultats du vote au Parlement européen autorisant l'utilisation de logiciels espions contre les journalistes.
© Patrick Breyer

pour ne pas divulguer les clés de cryptage et de décryptage. Par exemple, dans les chats standard de Telegram basés sur le cloud, les messages sont cryptés et stockés sur leurs serveurs.

Un autre type de chiffrement est le chiffrement de bout en bout (*end-to-end* : E2E) utilisé dans les messageries telles que Signal, WhatsApp, Briar, ou PGP pour les courriels, qui permet de sécuriser vos communications privées en chiffrant votre message à l'aide de clés stockées sur votre appareil physique et en envoyant des données chiffrées à votre correspondant, qui déchiffre également votre message sur son appareil. Cela signifie que même si les autorités exigent d'un messenger qu'il communique des données vous concernant et le contenu exact des messages, elles ne peuvent pas le faire car seul votre appareil détient les clés cryptographiques permettant de crypter et de décrypter les messages.

L'idée derrière l'analyse côté client est que ces messageries et services seraient obligés d'introduire un certain logiciel (généralement une IA) qui analysera le contenu du message et des fichiers avant l'envoi, et divulguera automatiquement à la police tout matériel que l'IA jugera suspect. Pour aggraver les choses, la législation propose de scanner les messages des personnes sans distinction, ce qui permettrait une surveillance de masse.

Même en mettant de côté le fait qu'il s'agit d'une atteinte majeure à la vie privée (ironiquement, dans l'UE, les ministres de l'intérieur nationaux veulent exempter la police, l'armée et les agences de renseignement de ChatControl), l'utilisation de l'IA pour analyser le contenu des messages est extrêmement peu fiable et cause d'énormes problèmes pour les gens

en raison des faux positifs et des cas hors contexte. Par exemple, Google a déjà mis en place une telle fonctionnalité dans son application Google Photos. Ainsi, en 2022, un ingénieur logiciel américain a vu son compte complètement verrouillé, puis a été dénoncé à la police de San Francisco parce qu'il avait pris une photo de son enfant en bas âge malade, photo qui était demandée par le médecin. Même après que la police l'a innocenté, Google a refusé de rétablir son compte. Un autre exemple est la proposition de numérisation côté client d'Apple, qui s'est avérée facilement bernée et dont la mise en œuvre a finalement été annulée.

Il est incroyablement triste de constater que la majorité des partis de gauche adopte presque systématiquement la mauvaise position, comme en témoigne leur soutien aux mesures d'analyse côté client, tant au niveau national qu'au Parlement européen. Le groupe des socialistes et démocrates (S&D) au Parlement européen a même voté à 90 % en faveur de l'autorisation de l'utilisation de logiciels espions sur les journalistes.

Les partis pirates en Europe se sont toujours opposés à de telles mesures. La gauche doit condamner sans équivoque toute tentative des gouvernements d'interdire le chiffrement – quelle que soit l'idéologie – et se montrer plus audacieuse dans la protection du droit à la vie privée.

Il existe quelques signes positifs, comme la loi sur la protection des données des employés (5) proposée par le gouvernement de coalition en Allemagne. Cette loi est censée inscrire dans le droit la protection des données des travailleurs et le droit au chiffrement (ce que les Pirates défendent également). D'autres partis de gauche devraient reprendre le même programme et ne pas se laisser distancer – en particulier le gouvernement progressiste de coalition de gauche espagnol et, enfin, le parti travailliste britannique qui devrait accéder au gouvernement.

Réglementer l'IA pour s'assurer qu'elle est au service du plus grand nombre et non de quelques-uns

La technologie de l'intelligence artificielle a évolué plus rapidement que toute autre technologie au cours des 10 dernières années, et plus particulièrement depuis la création de OpenAI. Indépendamment des pratiques de l'entreprise et de son modèle commercial, que je critique vivement, il est difficile de nier que ChatGPT a prouvé qu'elle peut être utile lorsqu'elle est utilisée de manière responsable en tant qu'outil de soutien, en particulier dans le domaine de la santé. Par exemple, l'année dernière, ChatGPT a correctement diagnostiqué l'état de santé d'un garçon de quatre ans alors que des dizaines de médecins n'y étaient pas parvenus ; dans un autre cas, il a également diagnostiqué l'état de santé d'un animal de compagnie alors que le vétérinaire n'y était pas parvenu.

Jusqu'à présent, seule l'Union européenne a fait ses premiers pas pour tenter de réglementer l'IA et les technologies qui en dépendent. Tout d'abord, elle a réussi à négocier un accord qui réglemente l'utilisation

de la reconnaissance faciale par les forces de l'ordre dans l'ensemble de l'UE, même si certains changements de dernière minute ont ajouté des lacunes importantes, comme l'utilisation de la technologie de

“ La police des États-Unis et du Royaume-Uni étend l'utilisation de la reconnaissance faciale dans les espaces publics malgré le taux élevé de faux positifs, en particulier chez les personnes de couleur. ”

5) « Germany: New legislative procedure for an Employee Data Protection Act », Maximilian Plote, 16 janvier 2024, *Privacy Matters*.

reconnaissance faciale sur des vidéos enregistrées sans mandat. Deuxièmement, ils ont proposé la loi sur l'IA (soutenue par l'ensemble du groupe des socialistes et démocrates) qui, pour la première fois, établit un cadre juridique pour les développeurs de grands modèles de langage (*Large Language Models*, LLMs) et la technologie de l'IA en général. Bien que la loi sur l'IA contienne des éléments positifs, il semble que les législateurs aient commis la même erreur qu'avec le GDPR. Selon deux éminents députés du Parti Pirate, Patrick Breyer et Marcel Kolaja, la loi ne résout pas le danger de l'utilisation généralisée de la technologie de reconnaissance faciale et de la dépendance de la police à l'égard de cette technologie pour « détecter et prévenir la criminalité » ou « identifier les criminels recherchés ».

Cela inclut également l'absence d'auto-évaluation par des tiers, d'une structure pour punir et contrôler les entreprises d'IA telles que Clearview AI, dont les services sont utilisés dans 24 pays à travers le monde, y compris par la police aux États-Unis. En fait, Clearview AI est l'exemple même de ce qui peut arriver si l'IA n'est pas réglementée et contrôlée : l'entreprise a construit une énorme base

l'amende de 7,5 millions de livres sterling infligée par le bureau du commissaire à l'information du Royaume-Uni.

Mais les problèmes ne s'arrêtent pas là aux États-Unis et au Royaume-Uni :

indépendamment des entreprises, la police des deux pays étend l'utilisation de la reconnaissance faciale dans les espaces publics malgré le taux élevé de faux positifs, en particulier chez les personnes de couleur – un problème soulevé par les ONG tant au Royaume-Uni qu'aux États-Unis. Cela a conduit à un

nombre croissant d'arrestations injustifiées et à l'identification discriminatoire de personnes de couleur comme voleurs à l'étalage. Non seulement c'est une erreur, mais l'utilisation en direct de la technologie de reconnaissance faciale avec détection des émotions est une technologie de surveillance totalitaire qui n'a pas sa place dans la démocratie. Je ne vois pas de meilleur exemple que Hikvision,

fabricant et fournisseur de caméras de vidéosurveillance appartenant à l'État chinois, qui s'est livré à d'ignobles violations des droits de l'homme à l'encontre des Ouïghours et dont les caméras sont encore utilisées dans certains pays européens (y compris, de manière choquante, l'Ukraine) et au Royaume-Uni.

La gauche ne devrait pas se satisfaire de législations même édulcorées et continuer à faire pression pour obtenir des règles plus strictes et s'assurer que les entreprises de technologie

de l'IA ne seront pas autorisées à se soustraire au respect de la loi. Il s'agit notamment de combler les lacunes, d'améliorer la qualité de l'évaluation de l'éthique technologique et de faire preuve de transparence sur la manière dont l'IA est utilisée et sur les sources de données utilisées pour entraîner les LLMs. Il s'agit notamment de mettre fin à l'utilisation de l'IA dans les systèmes d'aide sociale et de justice qui utilisent des

algorithmes prédictifs à l'encontre de leurs propres citoyens. L'un de ces exemples est l'utilisation de l'IA pour lutter contre la fraude à l'aide sociale ; en réalité, elle s'est révélée discriminatoire à l'égard des

“ Si la gauche veut avoir un gouvernement qui travaille pour le plus grand nombre et non pour quelques-uns, l'un des éléments clés est d'assurer sa transparence et de répondre aux nouveaux défis de la gouvernance et des droits fondamentaux. ”

personnes sur la base de leur appartenance ethnique et de leur genre, avec un taux élevé de faux positifs. Il ne s'agit pas d'un fantasme, mais d'un projet activement mis en œuvre aux Pays-Bas et par le gouvernement de coalition de gauche en Espagne (qui se présente comme le chef de file

de l'IA raisonnable et éthique). Et j'espère que je n'ai pas besoin de dire que des sociétés comme Hikvision doivent être complètement interdites.

Malheureusement, le gouvernement ukrainien semble vouloir répéter les mêmes erreurs. Outre l'utilisation mentionnée de Hikvision, en février 2024, plusieurs députés du parti Servant of the People (parti libéral pro-européen en Ukraine) ont présenté la loi 11031 « sur le système unifié de surveillance vidéo pour la sécurité publique ». Cette loi donnerait à la police un accès illimité aux systèmes de vidéosurveillance installés dans les espaces publics, créerait un système de surveillance vidéo entièrement intégré, jetterait les bases d'une mise en œuvre plus poussée de l'analyse automatisée (c'est-à-dire l'utilisation de l'IA à des fins multiples) et collecterait de vastes quantités de données sur les citoyens et les résidents. En réponse, l'Institut de l'information de masse (IMI) a condamné à juste titre la législation pour son manque de garanties et la création d'outils de surveillance de masse avec l'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale dans la vie réelle, citant le métro de Londres comme exemple de la raison pour laquelle de tels systèmes ne font qu'accroître la discrimination.

Gouvernance électronique et droits universels

Si la gauche veut avoir un gouvernement qui travaille pour le plus grand nombre et non pour quelques-uns, l'un des éléments clés est d'assurer sa transparence et de répondre aux nouveaux défis de la gouvernance et des droits fondamentaux.



La police de la région de Kiev fait la démonstration d'un nouveau système de vidéosurveillance doté d'une fonction de reconnaissance faciale. © Facebook Police de la région de Kiev.

de données de 30 milliards de photos de personnes dans le monde entier provenant des réseaux sociaux et de millions d'autres sources, qu'elle utilise pour entraîner son modèle d'IA pour la technologie de reconnaissance faciale. En outre, elle a utilisé avec succès les lacunes de la loi : elle a ignoré les amendes de l'UE en se justifiant par le fait que « nous ne sommes pas situés dans l'UE », et a réussi à annuler

Nous vivons à une époque où la technologie et l'accès aux services en ligne font désormais partie intégrante de nos vies, ce qui représente un potentiel énorme pour économiser les coûts de fonctionnement des services et investir l'argent dans d'autres domaines importants de la gouvernance. Les cas de l'Estonie et de l'Islande, où cette transformation numérique améliore considérablement les services publics et la satisfaction de la population, démontrent l'urgence de sa mise en œuvre. L'éducation est également importante : tant que la population ne saura pas mieux utiliser la technologie, toute transformation numérique sera inutile. Par exemple, selon Bennett Cyphers de l'Electronic Frontier Foundation (EFF), même avec la mise en œuvre du GDPR qui exige que les sites web reçoivent un consentement pour le suivi des personnes par le biais de cookies, les gens cliquent toujours dessus sans en comprendre les implications.

Mais ce ne sont pas les seuls problèmes à résoudre. Fournir un Internet rapide et bon marché ainsi qu'une éducation technologique de haute qualité, ce doit être les deux autres éléments importants de la transformation numérique. La gauche parle généralement de fournir Internet à chaque foyer en disant simplement « nationalisons-le complètement », comme c'était le cas avec le manifeste du Parti travailliste britannique de 2019. En théorie, cette politique est nouvelle et nécessaire : en raison de la privatisation impitoyable de Margaret Thatcher, le Royaume-Uni a pris un retard considérable dans le déploiement de l'Internet rapide à la population par rapport aux autres pays européens. Cependant, la nationalisation complète comporte également le risque d'une plus grande possibilité pour l'État d'établir une surveillance de masse via les fournisseurs d'accès Internet (FAI). En guise d'alternative, le modèle suédois, dans lequel les municipalités ou l'État fournissent des infrastructures telles que la fibre optique et le câble, et les FAI agissent comme des entreprises privées (qui peuvent aussi être des coopératives !), permet non seulement d'assurer la bonne décentralisation des pouvoirs et des services fournis à la population, mais aussi d'ajouter des barrières pour empêcher la surveillance de masse par l'État.

Outre le droit à l'accès à Internet, les bibliothèques publiques et à but non lucratif sont l'épine dorsale de l'éducation et de l'alphabétisation de toute société. Et avec l'accélération de la transition des livres, de la musique, des films et de nombreux



Rassemblement contre l'interdiction et la surveillance des livres numériques, après que les éditeurs ont attaqué l'organisation à but non lucratif Internet Archive, juin 2024. Capture d'écran de la chaîne YouTube : Fight for the Future.

autres supports imprimés vers des versions électroniques, ces bibliothèques sont essentielles en ligne car elles permettent aux personnes qui ne peuvent pas se procurer une copie physique d'un livre de l'obtenir en version numérique. L'Internet Archive (<https://archive.org>), avec sa collection de 37 millions de livres, est un parfait exemple de bibliothèque que toute société progres-

siste devrait s'efforcer de créer. Cependant, ces dernières années, elle a été attaquée par des éditeurs qui affirment que le modèle opérationnel d'Internet Archive viole leurs lois sur le droit d'auteur et constitue une forme de « piratage numérique ».

La véritable raison est que les éditeurs profitent du statu quo actuel. Internet Archive utilise le modèle de prêt numérique contrôlé (Controlled Digital Lending by Libraries, CDL), dans le cadre duquel ils numérisent les copies physiques pour les rendre accessibles dans la bibliothèque, puis prêtent les livres numérisés en version numérique comme n'importe quelle autre bibliothèque. Pendant ce temps, les éditeurs utilisent les grands fournisseurs de technologie pour les distribuer et attachent des DRM aux médias – un logiciel qui régule ce qu'un utilisateur peut faire avec le média acheté, par exemple le copier sur un autre appareil que vous possédez – ce qui oblige les bibliothèques à payer des frais de licence élevés pour la location de livres numériques. Par conséquent, les éditeurs considèrent le CDL comme une menace énorme pour leurs profits – et Internet Archive a déjà été contraint de

retirer 500 000 livres. Imaginez si cela se produisait avec une bibliothèque publique locale...

La réponse de la gauche devrait être d'adapter la politique phare des partis Pirates : la réforme du droit d'auteur. Plus précisément : les créateurs devraient pouvoir avoir le contrôle total de leur contenu et recevoir une rémunération et

une compensation équitables, les licences Creative Commons devraient être promues au niveau national. La copie, le stockage, l'utilisation et l'accès aux œuvres littéraires et artistiques à des fins non commerciales devraient également être protégés par la loi. En outre, les DRM doivent être totalement interdits, car il n'appartient pas aux entreprises de décider ce que les clients peuvent faire avec les médias qu'ils ont achetés légalement. Nous devons également soutenir

sans équivoque Internet Archive et les bibliothèques similaires et faire pression pour que les bibliothèques numériques publiques soient entièrement accessibles à tous les citoyens et résidents.

Open source et transparence des données pour instaurer la confiance

Les logiciels libres et open source (Free open-source software FOSS) sont essentiels pour instaurer la souveraineté numérique sans dépendre de logiciels privés propriétaires dont l'auteur est seul responsable de l'avenir. En prime, les citoyens pourraient voir par eux-mêmes

“ Les créateurs devraient pouvoir avoir le contrôle total de leur contenu et recevoir une rémunération et une compensation équitables, les licences Creative Commons devraient être promues au niveau national. ”

comment fonctionnent les services numériques et proposer des changements qui en amélioreraient la qualité.

Les partis Pirates ont exprimé haut et fort la nécessité de créer des services de gouvernance électronique qui permettraient aux citoyens d'y avoir un meilleur accès et ont insisté sur l'utilisation de logiciels open source. Certains pays d'Europe ont suivi cette voie dès le début (par exemple l'Estonie et l'Islande), et l'Ukraine a voulu à juste titre suivre le même chemin en transférant la plupart de ses services publics vers le système numérique. Cela a conduit à la création de Diia (6) utilisé par plus de 21 millions d'Ukrainiens, selon les statistiques officielles.

En tant qu'observateur, je dois dire que Diia est très utile et fonctionnel, surtout pour les réfugiés ukrainiens. Je connais personnellement certains d'entre eux qui ont quitté le pays depuis le début de la guerre sans papiers d'identité pour diverses raisons, mais grâce aux versions numériques de ces documents dans Diia, ils ne sont pas restés sans papier. Le problème est que le ministère ukrainien de la transformation numérique a décidé de ne pas rendre l'application open source, contrairement à l'Estonie, et son traitement des données et son infrastructure n'étaient pas exactement transparents – ce qui a conduit plusieurs experts en cybersécurité d'Ukraine à publier une lettre ouverte au ministère en 22 points à propos de Diia. Il faut rendre à César ce qui appartient à César, Mykhailo Fedorov a finalement fait volte-face (malgré une réponse initiale évasive de son adjoint) et a commencé à rendre publics des éléments de Diia en mai 2024.

La gauche européenne, malheureusement, ne contribue pas vraiment à la cause : elle a soutenu la législation eIDAS (7) qui est non seulement un service propriétaire, mais permet également de partager vos données d'identité avec les grandes entreprises technologiques alors

que c'est totalement inutile et ne fait qu'accroître la dépendance à l'égard de ces entreprises. En outre, la majorité du groupe des Socialistes et Démocrates a soutenu l'Espace européen des données de santé qui donne un accès complet aux données de santé des citoyens aux entreprises technologiques et pharmaceutiques sans consentement et sans possibilité de refuser. S'il est vrai que ces données sont extrêmement utiles pour la recherche médicale et d'autres recherches dans des secteurs clés, elles devraient plutôt être soumises à un consentement explicite et ne pas être partagées sans consentement.

L'Islande est un modèle pour un système véritablement transparent et démocratique sur la façon de gérer les données stockées sur les citoyens et de fournir des services publics. Ce pays a fait un travail

fantastique en faveur de l'utilisation de logiciels open source, en faisant même du traitement égal des logiciels open source et propriétaires pour les services publics la politique officielle du gouvernement. En conséquence, en 2023, 90 % des systèmes d'information gouvernementaux du secteur public utilisent des logiciels open source, et la quantité de données que le gouverne-

ment stocke sur ses citoyens est transparente. Un autre exemple positif est celui de l'Allemagne qui a remplacé Microsoft Office par LibreOffice sur des milliers de ses PC après la violation de données.

Les gouvernements de gauche devraient suivre le même chemin, et en plus de le rendre plus ouvert et transparent, il y a une raison simple qui fait appel à la cause socialiste. Si l'argent public est utilisé pour fournir des services numériques, alors les logiciels open source devraient être choisis en préférence.

Après tout, « argent public, code public ».

Pourquoi ces politiques sont-elles toujours importantes, malgré les mauvais résultats des partis Pirates aux dernières élections européennes ?

Les résultats des dernières élections au Parlement européen ont porté un coup dur au groupe du Parti Pirate européen, qui a perdu 3 députés sur 4. Et ce, malgré

la promotion de politiques technologiques qui ont bénéficié aux citoyens ordinaires : le droit à la réparation, la loi sur les marchés numériques, l'examen de la loi sur l'IA et de la loi sur les services numériques, le soutien au RGPD (même avec ses défauts) – qui a permis une plus grande prise de conscience sur la manière dont les données personnelles des personnes sont traitées – et le travail qu'ils ont accompli pour faire pression pour un meilleur contrôle des données privées.

Malgré ces résultats électoraux décevants, la population européenne soutient globalement les idées des partis Pirates. En Allemagne, 78 % de la population a pris des mesures pour protéger ses données personnelles depuis l'introduction du RGPD, tandis que 74 % de la population française estime qu'il est nécessaire d'avoir le contrôle des données personnelles en ligne. En République tchèque, l'un des bastions du parti Pirate, plus de 80 % des travailleurs des médias estiment que les entreprises technologiques collectent trop d'informations sur les personnes et que les citoyens devraient avoir le droit d'accéder aux informations sur la manière dont leurs données sont traitées. Enfin, lors du sondage de 2022, 64 % des citoyens de l'UE ont exprimé leur soutien à la loi sur les services numériques.

Alors pourquoi les Pirates ont-ils subi une défaite aussi importante, alors que leurs politiques fondamentales bénéficient d'un soutien populaire ? À mon avis, les raisons sont liées aux partis Pirates eux-mêmes, au programme qu'ils poursuivent et aux nombreux conflits internes dont le public prend connaissance grâce à leur transparence.

Le Parti Pirate n'a jamais été créé pour concurrencer les partis traditionnels de gauche, du centre ou de droite, de plus, ses politiques étaient toujours étroitement centrées sur la technologie. Et lorsqu'il s'agissait de politiques sans lien avec la technologie, les Pirates avaient rarement une base commune et servaient de parapluie à des personnes partageant leurs valeurs. Après tout, il existe aussi des arguments en faveur de l'open source et de la transparence chez certains politiciens du centre et du centre-droit : en Estonie, des partis comme le Centre et la Réforme ont fait pression pour des services gouvernementaux numériques depuis les années 1990, et en Ukraine le gouvernement de Zelensky s'est également concentré sur le transfert des services publics vers la sphère numérique.

6) Digital Country.

7) Electronic Identification, Authentication and Trust, Services électroniques d'identification, d'authentification et de confiance : règlement de l'Union européenne sur l'identification électronique et les services, de confiance pour les transactions électroniques au sein de l'Union européenne.

Cela explique pourquoi les partis Pirates, lorsque leur programme politique était axé uniquement sur la politique technologique, n'ont eu qu'un succès électoral modeste au niveau national, et les deux seules exceptions confirment la règle : les Pirates islandais et tchèque. Tous deux ont, jusqu'à un certain point, réussi à se transformer en partis plus traditionnels et ont formulé des positions plus ou moins cohérentes sur la majorité des aspects de la gouvernance. Alors que les Pirates islandais sont devenus un parti social-démocrate classique, qui soutient fermement la fiscalité progressive et le revenu de base universel (ils maintiennent toujours ce sujet au premier plan des débats), les Pirates tchèques ont adopté une approche plus centriste. En conséquence, les Pirates islandais sont devenus une force d'opposition importante au parlement en recueillant environ 10 % des voix lors des 3 dernières élections générales depuis 2016, et les Pirates tchèques, pour la première fois dans l'histoire des partis Pirates, sont devenus membres du gouvernement en 2021. Jusqu'en 2016, le Parti Pirate d'Allemagne a également connu un certain succès, mais sa disparition en raison de conflits internes et d'inexpérience, puis le meurtre horrible d'un membre du parti par un autre membre et le suicide de ce dernier, ne lui ont jamais permis de se rétablir correctement.

Que s'est-il donc passé cette année ? Tout d'abord, les Pirates ont été frappés par les résultats catastrophiques des élections de l'alliance des Verts, dont ils font partie. Même le solide bilan du député européen Patrick Breyer, qui a été la principale voix des politiques technologiques progressistes et démocratiques, n'a pas aidé son successeur à conserver son siège.

Mais rejeter toute la responsabilité sur les Verts serait injuste. La transformation du Parti Pirate en un parti plus mainstream lui permet de devenir un mouvement plus large, mais elle a aussi des conséquences sur le 'noyau' du mouvement et risque de l'irriter (à moins que l'on ne parvienne à rester fidèle aux vues des Pirates). Alors que les Pirates islandais ont réussi cette transformation, les Pirates tchèques sont un exemple de la façon dont cela peut être chaotique. Malgré son succès électoral par rapport à la majorité des autres partis Pirates et le fait d'être devenu le premier parti Pirate à former le gouvernement, le leader actuel Ivan Bartos a déplacé le parti vers le centre et l'a rendu si aimable qu'il a provoqué l'admission de personnes qui ne se soucient pas vraiment des vues

fondamentales des Pirates et veulent attirer du public. De toute évidence, cela ne plaît pas au 'noyau' des Pirates. Quant aux Pirates allemands, les accusations de harcèlement sexuel parmi ses membres dirigeants et le fait de ne pas y répondre ont causé des dommages, et même aujourd'hui les déflections se poursuivent. Ironiquement, l'ouverture et la transparence totales que prônent et pratiquent les Pirates se retournent contre eux lorsqu'ils s'immiscent dans les conflits internes, exposant leurs divisions et aliénant l'électorat.

Enfin, et c'est une observation plus personnelle, certains soutiennent que les Pirates n'ont pas réussi à créer une nouvelle génération de politiciens et de militants qui porteraient le drapeau plus loin, alors que la génération actuelle vieillit et perd de son énergie. Cela ne veut pas dire que les jeunes ne se soucient pas des questions technologiques, mais pour eux, elles ne sont pas au premier plan de leurs opinions politiques et, de leur point de vue, il est plus raisonnable de rejoindre les partis traditionnels de gauche, de centre ou de droite et d'appeler à des politiques technologiques favorables en leur sein.

Alors, où cela mène-t-il finalement les Pirates, et que devrait faire la gauche ?

Avec la perte de 75 % des députés européens, ce qui met une pression supplémentaire sur la seule députée du Parti Pirate, Markéta Gregorová, et avec certains commentateurs qui prédisent la fin des partis Pirates, le mouvement Pirate va être confronté à des défis à l'avenir. Et personnellement, en tant que fervent

partisan de leurs idées, j'espère que le mouvement et les partis seront capables de se redécouvrir et de devenir au moins une force d'opposition crédible dans toute l'Europe à l'avenir.

Cela dit, il s'agit d'une occasion unique pour la gauche de prendre les devants et de devenir la principale voix des politiques technologiques progressistes, en les faisant vivre et en en faisant bénéficier non pas les entreprises et les annonceurs intéressés par les profits, mais les citoyens ordinaires. Ces politiques comprendraient :

- un accès facile aux services publics qui n'exercent pas de pression sur les budgets des citoyens ;
- la transparence de la gouvernance, de la mise en œuvre de ses services et des données stockées sur ses citoyens ;
- la protection de la vie privée des citoyens et son traitement comme un droit humain fondamental ;
- l'opposition claire aux politiques de surveillance indiscriminée et aux technologies qui la permettent.

Il serait également utile de travailler et de coopérer avec des organisations telles que La Quadrature du Net, EDRI, EFF ou Open Rights Group, ainsi qu'avec des politiciens et des militants du Parti Pirate.

Si les sociaux-démocrates et les socialistes veulent vraiment créer une société juste et équitable, ils devraient également prendre l'initiative de le faire avec le secteur technologique. Il n'y a pas de meilleur moment pour cela que maintenant. ■

Le 3 juillet 2024



Patrick Breyer, militant allemand des droits numériques, avocat, homme politique du Parti pirate allemand, membre du Parlement européen depuis 2019. Photo : Wikimedia

Un espace internationaliste de discussion et de formation

L'édition 2024 de l'école écosocialiste s'est achevée le 8 décembre. Ce cours de trois semaines est organisé par l'IIRE Amsterdam en coopération avec des participant-es et des conférencier-es du monde entier.

Par Alex De Jong

Les camarades s'y voient offrir l'opportunité d'étudier, de discuter et d'échanger. Chaque jour de cette école est consacré à un thème différent, tel que la critique de l'économie politique, l'antiracisme, l'impérialisme et les mouvements de femmes, et articule une conférence et un temps de débat par groupes. Grâce à l'aide d'interprètes bénévoles, l'école écosocialiste se déroule généralement en deux ou trois langues – cette année en français, en castillan et en anglais. L'école est l'occasion pour les participant-es du monde entier de prendre du recul vis-à-vis de leurs engagements quotidiens et de replacer dans un cadre plus large les questions auxquelles iels sont confrontés. Les participant-es et les conférencier-es réfléchissent ensemble et partagent leurs expériences et connaissances, tout en créant des liens. De cette manière, l'école apporte une contribution importante à notre Internationale. Les participant-es sont proposées par des organisations de la Quatrième Internationale, mais n'en sont pas nécessairement membres. Les cours de l'IIRE se sont révélés des espaces utiles pour discuter et pour familiariser les camarades d'autres organisations avec la pensée de la Quatrième Internationale.

Collective, internationale et internationaliste

La partie « officielle » de l'école a beau être fondamentale, les échanges informels et les discussions constituent également une partie essentielle de l'expérience. Pendant une à trois semaines (en fonction de la durée de participation), les camarades vivent et travaillent ensemble dans l'institut de l'IIRE Amsterdam, organisant collectivement l'ensemble des activités, de la participation aux conférences au nettoyage et à la préparation des repas. C'est une expé-

rience concrète, internationale et internationaliste.

L'école de l'IIRE se termine généralement par une réunion de bilan des semaines précédentes. Bien que les cours soient intenses, les participants expriment souvent leur satisfaction quant à tout ce que l'école leur offre. Selon les termes d'un participant américain à une école précédente : « *Ce fut une expérience absolument incroyable ; avec des conférences quotidiennes multilingues sur le marxisme historique, l'impérialisme et les défis géopolitiques, le capitalisme mondial aujourd'hui, l'Amérique latine et la montée de la droite, parmi tant d'autres. [...] Les expériences du monde entier ont donné lieu à de grandes discussions et à des débats qui ont su montrer l'importance de l'internationalisme et le rôle de notre internationale* ».

Une école tournée vers l'extérieur

Le stage de trois semaines est organisé depuis 2012 sous le nom d'École écosocialiste, afin de souligner la place centrale de la question écologique dans notre théorie et notre militantisme. Bien que les expériences des participant-es soient très différentes, la crise climatique constitue un défi commun. Le projet de *Manifeste du marxisme révolutionnaire à l'ère capitaliste de la destruction écologique et sociale*, qui doit être discuté lors du Congrès mondial de la Quatrième Internationale qui aura lieu en 2025, a été évoqué à plusieurs reprises. Le génocide commis par Israël a aussi été un élément récurrent des discussions, ainsi que la nécessité de la solidarité avec le peuple palestinien et de la résistance contre l'impérialisme.

L'IIRE Amsterdam organise depuis longtemps des activités de formation. En plus de l'école écosocialiste, l'IIRE



Amsterdam organise chaque année une école pour les jeunes, qui s'adresse notamment aux participant-es des Rencontres internationales de jeunes de la Quatrième Internationale. La plupart des coûts sont couverts par des dons, ce qui permet à l'IIRE de maintenir des frais de participation peu élevés. ■

Le 13 décembre 2024

Pour plus d'informations, voir iire.org. Les dons en soutien à ses activités peuvent être libellés à l'ordre de SOWS. Adresse : Postbus 1962, 1000 BZ, Amsterdam. IBAN : NL55INGB0001039161. BIC : INGBNL2A. Banque : ING (Postbus 1800, 1102 BW, Amsterdam). Veuillez mentionner « Ecosocialist School ». Nous sommes reconnus comme une fondation à but non lucratif et les dons sont déductibles des impôts. Veuillez nous contacter pour plus de détails.



Alex de Jong

Alex de Jong est codirecteur de l'Institut international pour la recherche et l'éducation (IIRE), et rédacteur en chef du site web socialiste néerlandais Grenzeloos.org.